



CONSEIL GENERAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ELABORATION DE L'AGENDA 21 DE LA SEINE-SAINT-DENIS ENJEUX DU TERRITOIRE ET ORIENTATIONS

PROJET

Décembre 2008

Préambule

La notion de développement durable s'inscrit dans une histoire déjà fournie, qui remonte aux années 1970 et aux premières alertes du club de Rome, relayée dès 1972 par la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm.

Peu à peu prend forme l'idée que l'environnement et ses ressources constituent un patrimoine mondial, un bien commun, qui doit être transmis aux générations futures. Dans « *Le principe responsabilité* », Hans Jonas souligne que le pouvoir dont dispose l'humanité sur la nature lui confère la responsabilité de n'entreprendre aucune action qui puisse compromettre le bien être des générations futures et, plus généralement, la qualité de vie sur la terre. Cette notion de responsabilité a inspiré le principe de précaution, désormais inscrit dans la constitution française.

La notion de développement durable apparaît pour la première fois en 1980, puis en 1987, dans le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport « Brundtland »). Il trouve sa consécration lors du « deuxième sommet de la terre » qui se tient à Rio de Janeiro, en juin 1992 : à la vision de Brundtland, centrée sur la préservation de l'environnement et la consommation prudente des ressources naturelles non renouvelables, le sommet ajoute les deux autres « piliers » de ce qui sera désormais le développement durable : le progrès économique et la justice sociale. En 1994, la charte d'Aalborg propose un premier manifeste des villes durables en Europe. Enfin, de 1997 à 2005 s'élabore le protocole de Kyoto, qui se veut une forme nouvelle et planétaire de mise en œuvre de la responsabilité collective de l'humanité.

Pour un Conseil général, s'inscrire dans ce sillage suppose de s'interroger, pour contribuer à le transformer, sur le modèle de développement dans lequel le département se trouve intégré. Ce qui met en jeu trois inflexions politiques :

- **Aller au-delà des compétences que lui ont affectées les lois de décentralisation.** Il ne s'agit pas de s'en affranchir, car ces compétences définissent la capacité du Conseil général à agir, mais de s'inscrire dans la logique de responsabilité qui ne peut être que globale. Le développement durable implique qu'il faut penser « global » tout autant que « local » : la Seine-Saint-Denis est bien placée pour savoir que les inégalités sociales, les inégalités économiques et les inégalités environnementales sont étroitement liées à un modèle de développement. Agir sur le modèle actuel de développement suppose d'aller au-delà d'une mise en œuvre segmentée et sectorielle des politiques publiques.
- **Penser au-delà de son territoire administratif :** « penser global et agir local » signifie que l'on doit comprendre comment notre territoire interagit en permanence, à toutes les échelles, avec ses voisins, avec l'Europe, avec le reste du monde. Toute stratégie « isolationniste » en matière de développement durable serait non seulement vouée à l'échec, mais encore risquerait d'aggraver la situation globale, par exemple en contribuant à « rejeter » certaines nuisances vers d'autres territoires. Cette responsabilité doit être partagée. La Seine-Saint-Denis le sait bien : elle est résolument en Île-de-France et dans la métropole parisienne et entend bien y jouer toute sa place ; en retour le département attend qu'au plan social, économique et environnemental, les responsabilités soient partagées, et les solidarités assurées.
- **Participer à la rénovation de la gouvernance territoriale.** Pour d'évidentes raisons politiques, juridiques et financières, une collectivité, quelle qu'elle soit, n'intervient jamais seule dans un territoire. Si le Conseil général assume une

responsabilité dans le développement durable de la Seine-Saint-Denis, il n'en est en aucun cas l'acteur unique. La Seine-Saint-Denis est un espace en mutation permanente, sous l'effet des actions conduites par ses habitants, ses actifs, par les communes qui interviennent au quotidien sur la qualité de vie, par les grands acteurs comme les universités, les centres de recherche, les établissements culturels, par les entreprises, par les acteurs du système des transports et du logement. L'enjeu de la démarche de développement durable départementale est qu'elle fasse l'objet d'appropriations diverses, chacun dans son domaine et ses centres d'intérêts, de façon que la responsabilité soit réellement partagée et que, surtout, l'agenda 21 débouche sur des développements inédits et des actions non encore inscrites au programme.

Relier les politiques séparées, relier les territoires artificiellement découpés, relier les acteurs trop souvent cloisonnés : voilà quelles sont les ambitions politiques du Conseil général de la Seine Saint-Denis en proposant son projet d'Agenda 21. Ce document est une première contribution à une démarche de moyen terme. Cette démarche a commencé en juin 2008 et elle engage trois processus simultanés :

- La consultation de la population du département par voie de questionnaire et par le biais d'un site Internet dédié. Ce processus pourra se poursuivre par exemple sous forme de débats au niveau local.
- La constitution d'un conseil de développement durable, regroupant un ensemble d'acteurs représentant la diversité des enjeux et des pratiques de la société civile dans le département.
- La consultation des agents du Conseil général et de mobilisation autour de la production des orientations et des actions de l'agenda 21.

Une première version de ce document a servi de base de débat, notamment avec les élus, les agents du Conseil général et les

groupes de travail du conseil de développement. Ceux-ci, au nombre de quatre, se sont réunis deux fois au cours du mois d'octobre et de novembre 2008, pour apporter des contributions et débattre autour de propositions d'action.

Ce document de travail s'appuie en outre sur des entretiens avec les « grands acteurs » du département (RATP, SNCF, chambres consulaires, offices HLM, services de l'Etat, EPA Plaine de France, la Région, départements limitrophes,...), les documents mis à disposition et les contributions des directions du Conseil général.

Il marque une étape dans la démarche d'élaboration de l'Agenda 21 : le Conseil général de Seine Saint-Denis propose son point de vue sur les enjeux et les orientations pour un développement durable en Seine Saint-Denis.

Ce document est aussi le point de départ d'un ensemble de débats autour des stratégies de développement durable que le Conseil général entend animer au cours de l'année 2009. En s'appuyant sur les contributions adressées par les communes, ces débats prendront la forme d'ateliers territoriaux.

Dans une première partie, le document propose une lecture des enjeux du développement durable sur le territoire, puis, dans une seconde partie, les grandes orientations stratégiques du département. Il sera complété par un programme d'actions détaillé.

Sommaire

Les enjeux du développement durable : De la banlieue ouvrière à la métropole francilienne	
Préambule.....	2
Un département industriel et populaire.....	7
L'accueil des ménages populaires de la métropole.....	7
La jeunesse de la population	7
Revenus modestes et population précaire	8
L'importance des revenus de transfert	9
Les formes urbaines héritées.....	10
La diversité de l'habitat populaire	10
Remarquable patrimoine urbain.....	12
L'environnement marqué par l'histoire industrielle et urbaine du territoire	13
La biodiversité en Seine-Saint-Denis.....	13
Un territoire touché par les pollutions	14
L'eau en Seine-Saint-Denis	15
L'intégration métropolitaine.....	16
Des fonctions d'échelle métropolitaine	16
Décollage et mutation de l'activité économique.....	18
L'intégration dans les mobilités régionales	19
La circulation des personnes	19
La circulation des marchandises.....	20
L'attractivité résidentielle	21
Les nouvelles fractures	22
Les risques sur la cohésion sociale : maintien de la pauvreté, croissance des inégalités	22
Les risques sur la cohésion territoriale	23
Des territoires inégalement impliqués dans la métropole	23
Le cœur de la Seine-Saint-Denis : un espace traversé, mais encore peu intégré	23
Le Nord du département : intégrer croissance économique et développement social	23
L'Est du département : développement résidentiel et poches de pauvreté	24
L'arc périphérique : mixité sociale et transformation du cadre de vie	24

La stratégie de développement durable : Réussir l'intégration métropolitaine

Orientation 1 : L'égalité des chances	26
Enjeux	26
La jeunesse de la population	26
La place des femmes	26
L'attractivité du département.....	26
La persistance de la précarité	26
Réussir l'intégration métropolitaine	26
Axe 1 : Vivre ensemble	27
Les services collectifs.....	27
La citoyenneté.....	27
Axe 2 : Réussir.....	29
Les parcours éducatifs : de la Seine-Saint-Denis aux ressources métropolitaines	29
Les parcours résidentiels : une offre de qualité répondant à une diversité de demandes	29
Les parcours professionnels : élever le niveau d'ambition	31
Orientation 2 : Un nouveau modèle urbain au cœur de l'agglomération capitale	32
Enjeux	32
Des acquis en matière de gestion urbaine durable	32
Des grands projets d'infrastructures	32
Un impératif : s'adapter aux changements climatiques.....	32
Réussir l'intégration métropolitaine	32
Axe 1 : La transformation du paysage urbain	33
Une stratégie d'aménagement des pôles	33
Les nouveaux boulevards urbains	33
Une politique des espaces publics naturels et de la biodiversité	34
Axe 2 : Une ville durable	35
L'éco responsabilité	35
La mutation de l'habitat et du bâti	35
Les mobilités durables.....	36
Orientation 3 : Un moteur métropolitain	38
Enjeux	38
Une porte d'entrée mondiale.....	38
Des moteurs franciliens	38
Une capacité d'accueil.....	38
Des opportunités.....	38
Axe 1 : Une stratégie de développement pour les pôles économiques	39
Renforcer la qualité et la quantité des pôles de développement.....	39
Assurer l'accessibilité aux pôles	39

Agenda 21 Seine Saint-Denis

V4 – 3-12-08

Assurer la diffusion de l'économie ordinaire.....	39	La convergence des politiques publiques départementales	43
Axe 2 : Une stratégie pour l'enseignement supérieur et la recherche	41	La convergence d'objectifs avec les communes et les intercommunalités	43
Transformer les conditions d'accueil des étudiants en Seine-Saint-Denis	41	Les coopérations d'échelle métropolitaine	43
Soutenir les projets de développement	41	La solidarité régionale	43
Affirmer la vocation de la Seine-Saint-Denis pour les formations professionnelles	41	La démocratie locale	44
Axe 3 : Une ouverture mondiale.....	42	Orientation 5 : Un conseil général éco responsable	45
Inciter au multilinguisme.....	42	Les bonnes pratiques des agents	45
Soutenir l'ouverture culturelle et artistique	42	La conception et la gestion de bâtiments durables	45
Former un réseau d'entrepreneurs	42	L'amélioration de la qualité des services publics et de l'éthique de la commande publique.....	45
Orientation 4 : Mise en œuvre et gouvernance de l'agenda 21 départemental.....	43		

PREMIERE PARTIE LA SEINE-SAINT-DENIS DANS LA METROPOLE

Les enjeux du développement durable en Seine-Saint-Denis

La Seine-Saint-Denis porte les traces dans son patrimoine, dans sa géographie et dans sa culture d'une histoire longue et d'une occupation humaine très ancienne. Elle est aujourd'hui l'héritière de la banlieue industrielle et ouvrière qui a forgé une identité sociale et spatiale particulière jusqu'au milieu des années 1970. Puis est venue, après une désindustrialisation rapide, une nouvelle étape, celle de l'intégration croissante dans l'économie de la métropole francilienne. Autant la banlieue ouvrière et industrielle était relativement autonome, mais très soudée «dedans», autant la Seine-Saint-Denis en métropole est très imbriquée avec l'Île-de-France, mais doit affronter des risques de fractures internes.

Durant des décennies, pour évoquer Paris et sa banlieue, le terme en vigueur était celui de l'agglomération parisienne. Aujourd'hui, au-delà du cercle d'initiés, on tend à lui substituer le vocabulaire de « métropole francilienne ». Ce changement de vocable est-il imputable aux effets de mode et au processus bien connu de diffusion –via les médias– du vocabulaire technocratique ? Pas seulement. A l'évidence il exprime une évolution de l'objet concerné : le passage de l'agglomération à la métropole indique un changement de nature du fait urbain, autant démographique que géographique. La métropole est à la fois plus peuplée et plus étalée que l'agglomération. D'un côté, la Seine-Saint-Denis est devenue un des piliers du développement de l'Île de France, drainant ainsi de nombreux emplois, mais d'un autre côté, la pauvreté continue d'augmenter comme l'atteste ces dernières années la croissance puis le maintien à un niveau élevé du nombre de RMIstes.

Réussir le développement durable en Seine-Saint-Denis, c'est transformer l'essai métropolitain : s'ancrer dans la métropole en refondant la cohésion et la solidarité internes.



Un département industriel et populaire

La Seine-Saint-Denis, historiquement, est l'un des ateliers de la région parisienne, l'un des espaces ouvriers les plus emblématiques et un territoire ouvert aux besoins d'expansion de l'agglomération centrale : autoroutes, grands ensembles, plate formes logistiques, etc. La désindustrialisation a été plus lente en Seine Saint-Denis que dans le reste de la région parisienne. C'est pourquoi cette histoire laisse des traces plus marquées qu'ailleurs : à la fois dans le profil sociologique des habitants de la Seine-Saint-Denis et dans son paysage urbain, qui le distingue des autres départements de la petite couronne. La Seine-Saint-Denis présente une identité forte puisée dans son histoire.

Les habitants du département soulignent, dans le questionnaire diffusé par le magazine départemental, combien il présente, au sein de l'ensemble métropolitain, une identité et une histoire particulières. Ils ont bien conscience d'habiter un territoire qui n'a rien de banal.

L'accueil des ménages populaires de la métropole

La fonction d'accueil des ménages populaires de la métropole n'est pas le monopole de la Seine-Saint-Denis, mais c'est ici qu'elle marque le plus le paysage social et urbain. Elle détermine un profil social particulier : une population jeune, une population plus précaire que dans l'ensemble de l'Île-de-France, un poids déterminant des transferts dans le revenu des habitants.

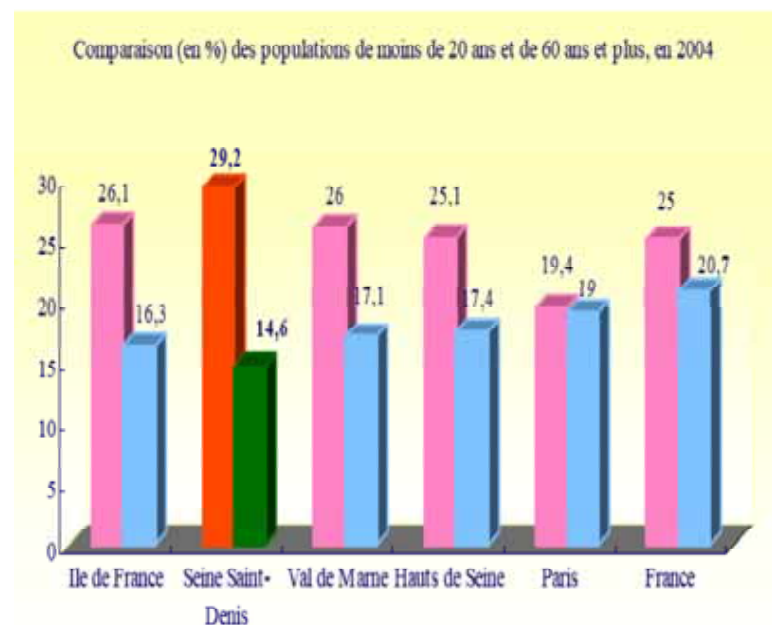
La jeunesse de la population

Avec 1 485 000 habitants estimés en 2006, soit 100 000 habitants de plus qu'en 1999, après plus de 10 ans de stagnation, la Seine-Saint-Denis retrouve un dynamisme affirmé : sa population a augmenté de 7%. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel naturel (1.2) est le plus élevé des départements français (0.89 pour l'Île-de-France et 0.39 pour la France métropolitaine). Le solde migratoire en revanche

est nettement moins favorable, à hauteur de - 0.3 par an pour la Seine-Saint-Denis. La Seine Saint-Denis souffre des mêmes maux que l'Île-de-France : elle ne sait pas retenir, au-delà d'un certain âge, sa population active et ses retraités.

Les moins de 20 ans représentent près de 30% de la population. Cette jeunesse du département est le résultat de trois facteurs :

- le taux de natalité atteint le niveau record de 19‰;
- la structure des nouveaux arrivants en Seine-Saint-Denis, majoritairement composée de jeunes ménages, d'origine francilienne, actifs, avec jeunes enfants;
- un solde migratoire déficitaire pour les actifs et les plus de 60 ans.



Revenus modestes et population précaire

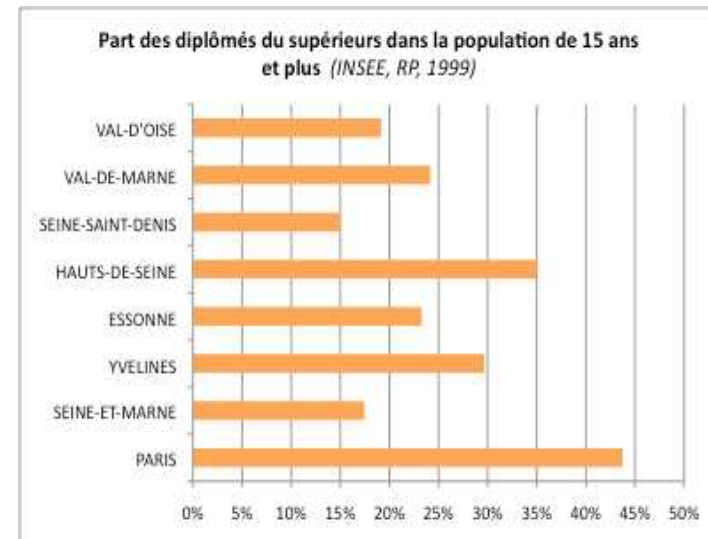
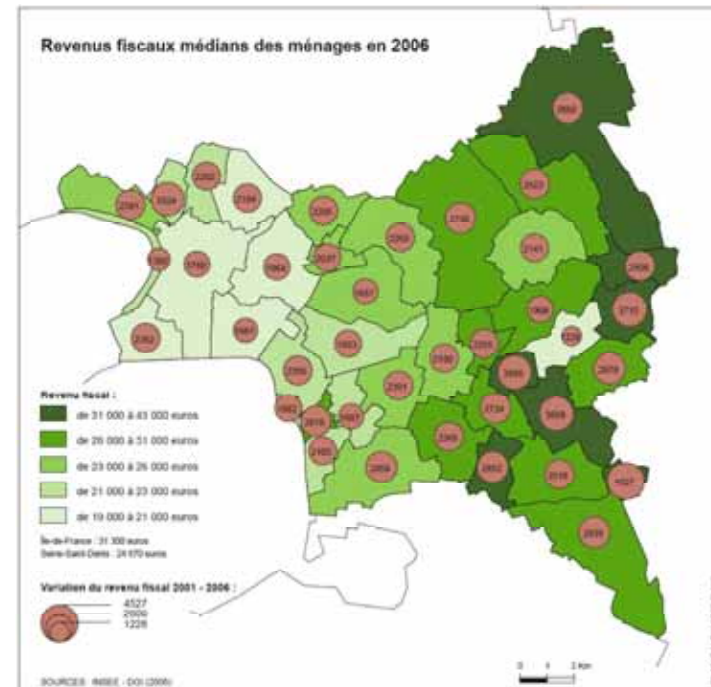
Trois traits caractérisent le profil des ménages de la Seine-Saint-Denis.

- Une majorité relative de ménages d'ouvriers et d'employés (les cadres ne représentaient, en 1999 que 9,5% de la population active, contre 21% en Île-de-France).
- La part de l'immigration : selon les données de la préfecture, le département est celui qui compte le plus d'étrangers et de personnes issues de l'immigration. A défaut de données récentes, le dernier recensement de 1999 confortait déjà cet état de fait : La Seine-Saint-Denis enregistrait la part de population étrangère la plus importante de l'Île-de-France, elle représentait 19 % de la population totale (Île-de-France 12%), on comptait 260 000 étrangers.
- Et surtout le poids des ménages, dont les revenus sont bas ou très bas: le revenu médian est le plus faible d'Île-de-France (23 000 euros contre 30 000 euros pour la région¹); quasiment 50% des ménages ne sont pas imposables; la part des RMIstes y est la plus élevée des départements français.

Cette fragilité financière se répercute dans d'autres domaines.

La Seine-Saint-Denis est sous-médicalisée et ses habitants dépensent peu pour leur santé, alors même que les questions de santé publique demeurent prégnantes : permanence de certaines maladies liées à la précarité sociale (tuberculose, saturnisme...), importance des maladies professionnelles et de la prévalence des cancers. La mortalité périnatale est plus élevée en Seine-Saint-Denis que dans le reste de la métropole francilienne. Plus encore que l'Île-de-France, la Seine-Saint-Denis éprouve de grandes difficultés à recruter des professionnels de santé (médecins, infirmières), alors

¹ Revenu fiscal médian des ménages 2005 (INSEE DGI)



que les politiques publiques locales ont, depuis longtemps, mis en œuvre un réseau exceptionnel de santé publique.

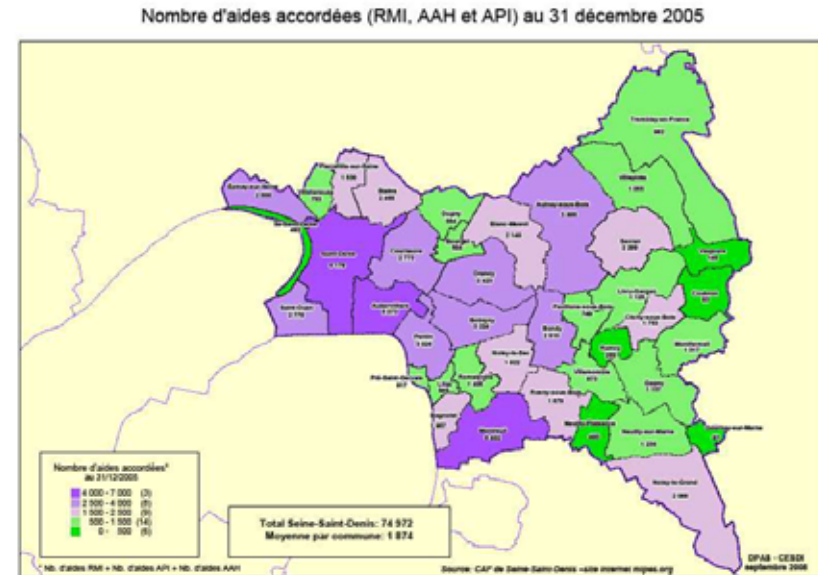
En outre, le niveau de formation et de diplôme des plus de 15 ans demeure le plus bas de l'Île de France. Le taux de réussite au Bac est de 10 points inférieur à celui de l'Île-de-France (70,5 % contre 80,5%). Cependant, la qualification des jeunes de Seine-Saint-Denis s'élève : depuis 2000, les 15-25 ans témoignent d'une forte mobilisation scolaire et éducative (22% ont un diplôme supérieur au bac, 22% ont le bac, 37% un autre diplôme et seulement 19% sont sans diplôme). La poursuite de l'effort éducatif constitue un enjeu considérable, alors même que le niveau des emplois s'élève et qu'une part importante des habitants de la Seine-Saint-Denis n'a pas accès aux emplois créés dans le département.

L'importance des revenus de transfert

En raison de sa jeunesse et de la précarité de sa population, les transferts publics, locaux et nationaux jouent un rôle décisif en Seine-Saint-Denis. La mobilisation du potentiel fiscal par les communes et les intercommunalités est l'une des plus élevées d'Île-de-France : la plupart des communes se situent largement au-dessus de la moyenne nationale en matière de pression fiscale.

Les transferts publics ont un poids prépondérant dans le maintien du revenu des habitants. Sur l'ensemble des revenus perçus par les habitants du département, plus du quart provient de revenus de transferts (remboursements de sécurité sociale et dépenses de solidarité), alors qu'à Paris par exemple, les revenus de transfert représentent environ 15% du revenu total des habitants. Au sein de ces revenus de transferts, les dépenses de santé sont moitié moins importantes (1,8 milliards d'euros contre 3 milliards d'euros) que les dépenses de solidarité, (RMI, APA, AAH...) et les versements d'allocation (allocations chômage, allocations familiales), ce qui souligne à la fois la grande précarité des habitants (le montant du RMI versé en Seine-Saint-Denis est équivalent à celui de Paris, 7,1% de la population bénéficie des minima sociaux contre 3,8% en Île-de-France) et la sous médicalisation du département.

Ainsi, les revenus productifs de la Seine-Saint-Denis apparaissent-ils plus faibles que ceux de Paris ou le Val de Marne, alors même que le département est en passe de redevenir l'un des pôles économiques de la région. C'est le paradoxe principal de l'intégration métropolitaine de la Seine-Saint-Denis.



Les formes urbaines héritées

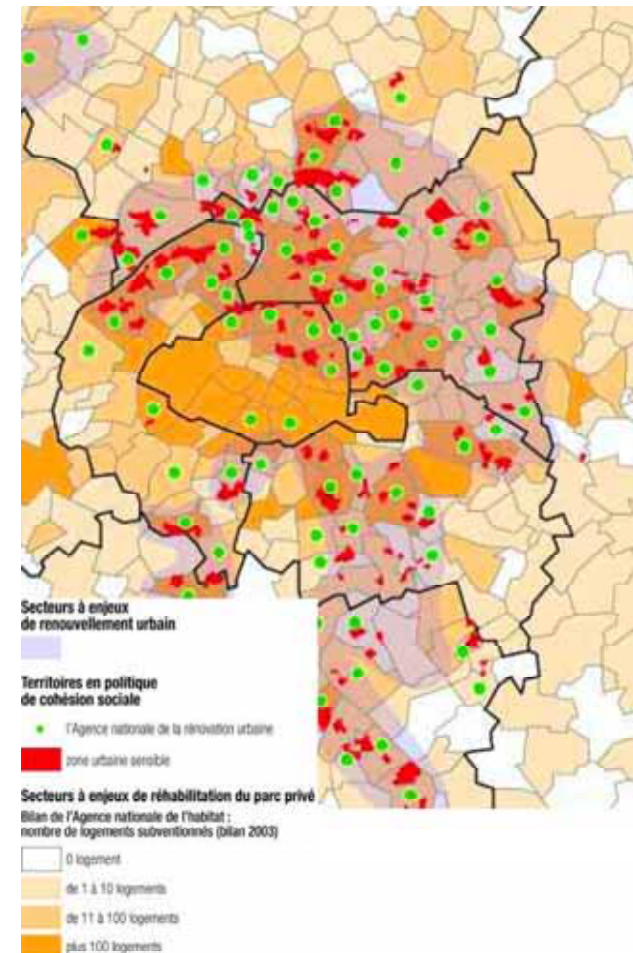
Le caractère populaire et ouvrier se marque aussi dans l'habitat, dans l'urbanisme et dans l'environnement du département. Il accueille une grande diversité d'habitat populaire, alors que son territoire porte la marque des différentes vagues industrielles et des programmes d'équipement ; cependant, le département a su aussi préserver une qualité environnementale inattendue.

La diversité de l'habitat populaire

Vue de l'extérieur, la Seine-Saint-Denis est souvent assimilée aux grands ensembles d'habitat social. Pour les habitants eux-mêmes, dans leurs réponses au questionnaire, les « cités » constituent un élément emblématique du paysage urbain de la Seine-Saint-Denis, qui la distingue des autres territoires franciliens. La spécialisation dans le logement social constitue un fait marquant en Seine-Saint-Denis. Le parc de logements est composé à 36% de logements sociaux, contre 25% pour le reste de l'Île-de-France. Parmi ces logements sociaux, le département produit plus de logement « très sociaux » qu'ailleurs : en 2002, 35 % des logements financés furent des PLA-I, contre moins de 14 % pour le reste de la petite couronne.

La Seine-Saint-Denis est le département qui compte le plus grand nombre de sites «ANRU». Plus de 13 000 logements doivent être démolis dont 10 000 logements sociaux. Au terme du PNRU, la moitié des démolitions franciliennes seront localisées en Seine-Saint-Denis pour un total de 18600 logements reconstruits dont 14 000 logements sociaux et 31 500 réhabilités, soit un coût global de 4,7 milliards d'euros.

Les secteurs de rénovation urbaine en petite couronne (SDRIF)



Le marché locatif privé est largement minoritaire: près de 70% des locataires sont en HLM. Ce logement social est par ailleurs concentré dans de grandes cités emblématiques, qui ont été pionnières pour la politique de la ville.

Cette structure du parc détermine plusieurs caractéristiques des habitants: bas niveau de revenu, grandes familles (2,60 personnes par ménage contre 2,25 en Île-de-France), majorité d'ouvriers et d'employés.

Le logement social ne se limite pas au parc public : une grande partie du parc privé ancien, notamment en copropriété, sert d'habitat social de fait, souvent dans des logements indignes. Les quartiers anciens d'immeubles collectifs, notamment aux portes de Paris, accueillent fréquemment des personnes en situation plus difficile que celles accueillies en HLM.

Mais la Seine-Saint-Denis, est aussi très marquée par l'accession à la propriété en maison individuelle. Le territoire compte le parc de maisons individuelles le plus important de la petite couronne. La maison individuelle est aussi un habitat populaire historique. Près du tiers du territoire de la Seine-Saint-Denis est concerné par ce type d'habitat qui assure aujourd'hui une nouvelle fonction avec l'installation de jeunes actifs de classes moyennes.

Cet habitat correspond aux différentes « marches » des itinéraires résidentiels des ménages populaires. En ce sens, la Seine-Saint-Denis offre un ensemble de possibilités de promotion résidentielle. Cependant, ce patrimoine n'est pas dans un état satisfaisant : logements privés anciens indignes, grands ensembles dégradés et espaces pavillonnaires dont les logements sont attractifs, mais dont l'environnement urbain est de faible qualité. De plus, l'offre de logement en locatif intermédiaire est très insuffisante : les ménages qui souhaitent sortir des HLM sont souvent contraints de chercher un logement dans un autre département.

Les enjeux liés au logement découlent de ces constats : importance des sites de réhabilitation où le parc privé domine ; plus forte concentration des sites de l'agence nationale de rénovation urbaine

(ANRU) ; enjeux de renouvellement urbain dans les espaces dominés par l'habitat individuel.

La cité-jardin de Stains



Remarquable patrimoine urbain

L'héritage de la banlieue ouvrière, c'est aussi un paysage urbain. Vue de l'extérieur, la Seine-Saint-Denis est trop souvent résumée à l'addition des friches industrielles et des cités. Mais dès qu'on entre dans le territoire, il révèle une grande diversité de paysages urbains, et des formes patrimoniales très particulières.

- Un patrimoine industriel : les usines (telles que l'usine d'orfèvrerie Christofle à Saint-Denis ou la poudrerie de Sevran), les canaux, les entrepôts qui commencent à être réutilisés, à trouver de nouvelles fonctions.
- Une architecture urbaine: les pavillons, les immeubles de ville, les cités-jardins et les grands ensembles.

Les grands ensembles n'ont pas toujours bonne presse, mais correspondent à une étape de l'histoire urbaine et recèlent parfois des éléments remarquables, signes d'une véritable recherche architecturale donnant lieu parfois à des controverses : en témoignent notamment les débats sur la Cité des Courtilières à Pantin d'Émile Aillaud, les réalisations d'André Lurçat à Saint-Denis (cité Delaune, cité Fabien) ou celles de l'AUA à Pantin, Saint-Ouen et La Courneuve.

Les murs à Pêches – Montreuil, vers 1890



La poudrerie de Sevran



L'environnement marqué par l'histoire industrielle et urbaine du territoire

La biodiversité en Seine-Saint-Denis

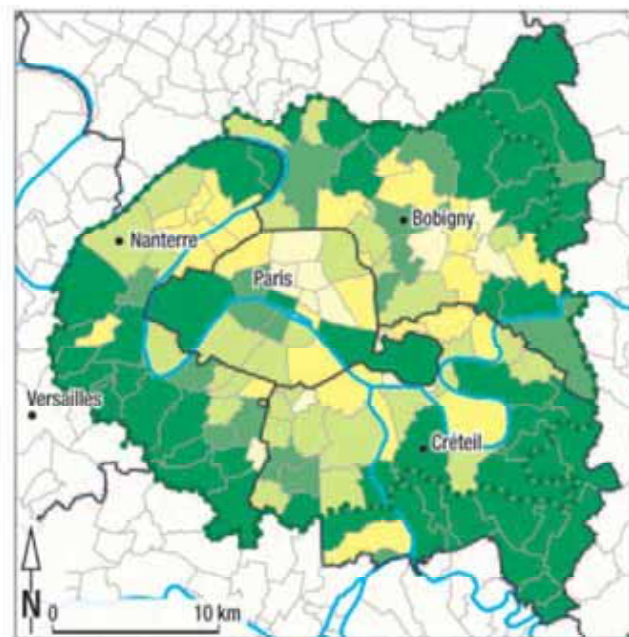
Les atouts paysagers de la Seine-Saint-Denis sont nettement plus pauvres que ceux des autres départements de la région et bien souvent occultés par la vague urbaine et l'usage fonctionnaliste exclusif de cet espace de plaine ouverte, exploité sans contrainte. Les grandes opérations, conjuguées à la construction des réseaux autoroutiers dans les années 1960 et du boulevard périphérique en 1973 –qui reprend à nouveau les limites de l'enceinte de Thiers— introduisent des cicatrices majeures dans le paysage urbain.

La Seine-Saint-Denis est le département francilien où la proportion des milieux naturels par rapport à la superficie est la plus faible, malgré un rattrapage progressif : 7,5% contre 8,1% pour Paris.

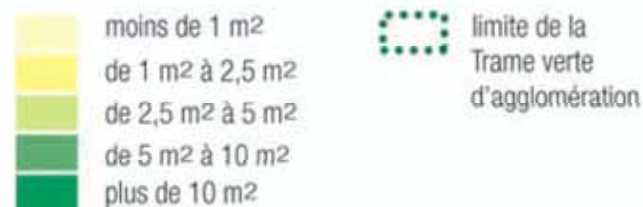
Le paysage départemental est pour l'essentiel davantage le résultat de politiques publiques que le legs de la nature : 21% des espaces verts sont artificialisés.

Toutefois, et de façon peut-être surprenante, la Seine-Saint-Denis offre une biodiversité importante, souvent plus grande que dans les territoires livrés à l'agriculture intensive : les friches, les parcs, les jardins individuels sont autant de niches écologiques où prospèrent de nombreuses espèces animales et végétales. La fréquentation des parcs du département l'atteste : les habitants de la Seine-Saint-Denis ont un rapport sensible à la nature.

Espaces verts par habitant par commune (2001)



Source : Base Espaces verts et boisés publics- 2001 © IAU idF 2008



Face à ce constat, on peut comprendre pourquoi le conseil général de la Seine-Saint-Denis s'est emparé de la question environnementale. Il est le premier département urbain de France à bénéficier des fonds européens Natura 2000. Ce classement est une reconnaissance européenne des politiques départementales de reconquête de la biodiversité urbaine qui sont à l'œuvre en Seine-Saint-Denis depuis trois décennies.

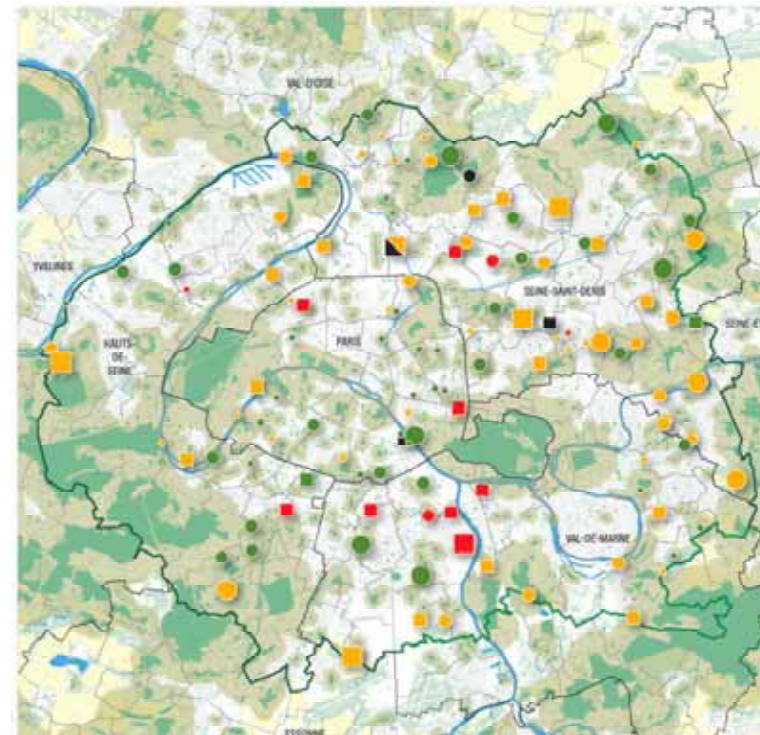
Le site-réseau à l'échelle départementale s'étend sur 14 parcs et forêts et couvre en partie 19 communes, soit près de la moitié des villes du département.

Le patrimoine ornithologique est exceptionnel en milieu urbain. 21 espèces listées dans l'annexe I de la Directive « Oiseaux » (c'est-à-dire les espèces les plus menacées d'extinction) fréquentent de façon plus ou moins régulière les parcs et forêts de la Seine-Saint-Denis. Parmi ces espèces, 10 ont été retenues sur l'arrêté de classement.

Un territoire touché par les pollutions

La présence en Seine-Saint-Denis d'axes routiers importants et d'une partie de l'aéroport international de Roissy représente autant de sources de pollution atmosphérique (74% des pollutions au dioxyde de carbone du département) et de nuisances sonores.

Espaces verts réalisés (1996-2006)



État 2006 des espaces ciblés

- aménagé ou en cours d'aménagement
- espace ouvert non aménagé
- espace urbain à fort potentiel de mutation
- espace urbanisé sans espace vert majeur

Desserte des espaces verts publics

- espace vert de plus de 1 000 m² ouvert au public
- desserte des espaces verts de plus de 1ha

Source : SDRIF

La pollution des sols représente également un frein important au développement de certains territoires: 26 sites BASOL² sur les 398 présents en Ile-de-France (c'est-à-dire près de 10%) sont localisés en Seine-Saint-Denis notamment à l'Ouest. A noter également la présence de 8 sites SEVESO (dont Total Fina Elf à Saint-Ouen qui est classé en seuil Haut) qui rend compte du risque technologique des entreprises.

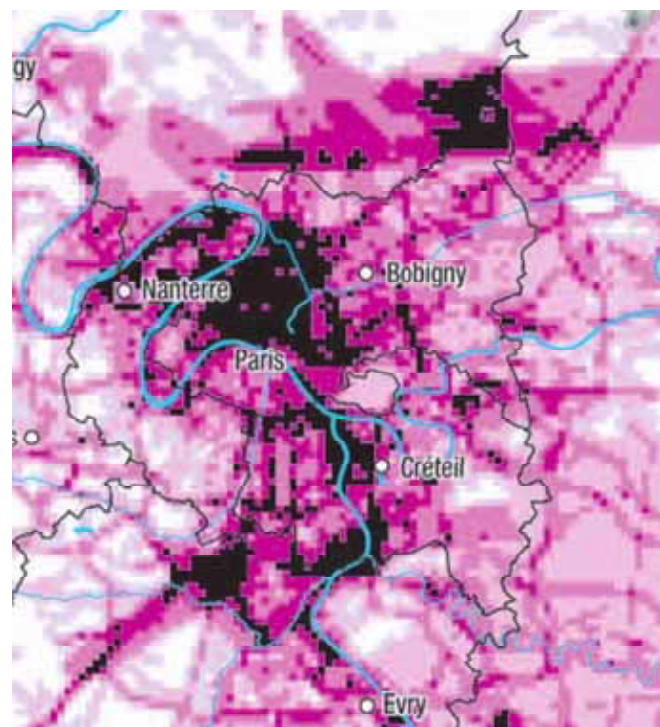
Enfin, il faut signaler la faiblesse du tri des déchets produits par le territoire. Les chiffres de collecte sélective sont les plus bas de toute l'Ile-de-France.

L'eau en Seine-Saint-Denis

L'eau revêt une importance particulière en Seine-Saint Denis. Le département est une cuvette, dans laquelle l'eau s'écoule lentement et tend à stagner. Le système de canalisations et de bassins de rétention mis en place depuis longtemps ne suffit pas à assurer la sécurité du territoire, soumis notamment aux risques de dissolution du gypse.

Les politiques locales ont fortement innové dans le domaine de l'eau, en mettant en œuvre une stratégie d'insertion de l'eau dans la ville. Le département est pionnier dans le traitement des eaux domestiques et de l'assainissement, et contribue à transformer le paysage urbain.

Sites présentant des carences environnementales particulières (SDRIF)



² Site BASOL : sites et sols pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

L'intégration métropolitaine

Sur cette structure de banlieue populaire et ouvrière, s'est greffé un processus récent, celui de la métropolisation de la Seine-Saint-Denis. Il s'est traduit par une reprise des investissements publics, un dynamisme retrouvé de l'activité économique et une insertion croissante dans les marchés du travail et immobiliers de la zone dense de la région.

La Seine-Saint-Denis n'est plus à l'écart des dynamiques métropolitaines. Par certains aspects (création d'entreprises, création d'emplois, développement culturel), le département se situe en tête de la croissance et du développement franciliens. Avec Roissy, Plaine de France et Marne-La-Vallée, la Seine-Saint-Denis dispose de trois des plus importants moteurs du développement régional.

Des fonctions d'échelle métropolitaine

Les pouvoirs publics ont mis du temps à prendre la mesure des enjeux de la Seine-Saint-Denis. Sous la pression des élus locaux, les investissements publics nationaux et régionaux ont recommencé, ou simplement commencé. Depuis vingt ans, la Seine Saint-Denis s'est dotée, ou a reçu, de grands équipements qui lui confèrent des fonctions métropolitaines très importantes.

Les fonctions logistiques s'appuient sur le pôle de Roissy: il peut être considéré comme le point de départ de l'intégration métropolitaine. Deuxième aéroport d'Europe en nombre de passagers, il génère 10% de la richesse créée en Ile de France et assure l'emploi de 90 000 salariés dans 700 entreprises pour plus de 200 métiers répartis dans 110 principaux secteurs d'activités. Un million de passagers créerait 1500 postes, 1/3 des employés de Roissy habitent en Seine Saint-Denis. Plus globalement, la logistique, dopée par les infrastructures, emploie 16% des salariés

de Seine Saint-Denis et représente une part croissante de la valeur ajoutée du département. La logistique pose des problèmes de fond : qualité environnementale, qualité des emplois ; des marges de progrès importantes peuvent être réalisées dans cette fonction essentielle au fonctionnement métropolitain.

Le tourisme : La présence d'équipements comme le Stade de France, le parc des expositions de Villepinte donne à la Seine Saint-Denis la deuxième place d'Île-de-France, après Paris, pour le tourisme d'affaire et les manifestations de masse.

L'enseignement supérieur. Le département possède trois universités, «l'université de Vincennes Paris VIII» installée à Saint Denis depuis 1980 et l'université de Paris XIII créée en 1971 à Villetaneuse: plus de 44 000 étudiants sont inscrits dans des formations qui couvrent l'ensemble des principales disciplines ; à quoi s'ajoute la cité Descartes, située en partie sur le territoire de la Seine-Saint-Denis (dont l'Institut français d'urbanisme). En quelques années seulement, le département a vu l'implantation du CNAM, des Archives nationales, de la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord et attend autour de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, l'implantation du Campus Condorcet Paris-Aubervilliers à partir de 2009.

De plus en plus, **des fonctions de commandement économique et de recherche/développement** comme en témoigne la forte inscription de la Seine-Saint-Denis dans les pôles de compétitivité Cap Digital, Médicen et Mov'eo.

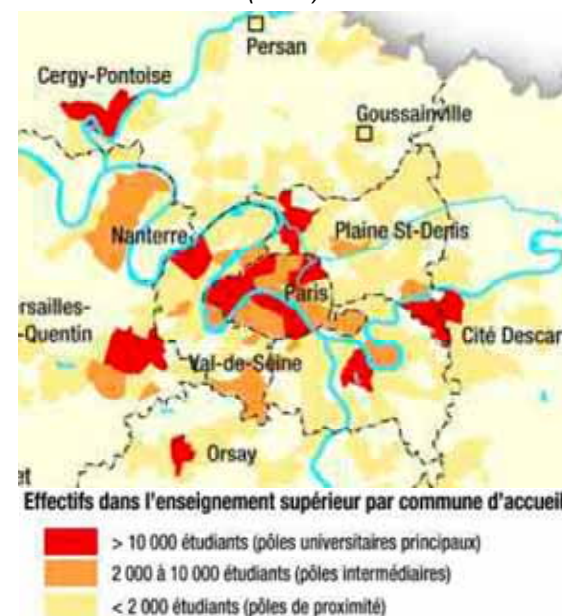
Un des foyers culturels les plus actifs de la métropole. La métropolisation n'est pas seulement un processus économique et géographique, elle est aussi un phénomène social plus global qui concerne également le champ culturel.

La Seine-Saint-Denis est de longue date un territoire de création et de diffusion culturelle de niveau métropolitain, national et international. Elle dispose d'équipements prestigieux (MC 93, Théâtre Gérard Philippe, Théâtre de la Commune, centre dramatique national de Montreuil) qui drainent un public régional. Le département est un pôle reconnu internationalement pour la création, l'apprentissage et la diffusion musicale, particulièrement le jazz, enseigné dans tous les conservatoires. Le département est un territoire très actif dans le domaine du livre et de la lecture, comme en témoignent les nombreuses manifestations organisées autour du livre en Seine-Saint-Denis.

De plus, la Seine-Saint-Denis a toujours porté une politique culturelle innovante dans tous les domaines de la création et de la diffusion. De grands festivals sont identifiés et connus du grand public, la présence d'équipes artistiques de renommée nationale et internationale est affirmée, et dans bien des secteurs, du livre au cinéma, des arts du cirque aux arts visuels.

Enfin, la Seine St Denis est un département qui recèle une grande diversité de pratiques culturelles, liée au développement de cultures urbaines. Les « arts de rue » et toutes les déclinaisons du hip hop (rap, breakdance...) y ont trouvé un terrain fertile. Ces mouvements sont le fruit de métissages culturels, et constituent une source de vitalité et de cohésion, instaurant de nouveaux référents identitaires. Le rayonnement et la force de ces mouvements spontanés tiennent aux possibilités de manifestations dont ils bénéficient. La ville de St Denis accueille ainsi depuis des années, battles de danse hip hop et Slam Sessions. La longévité et la notoriété de certains groupes, témoignent du caractère précurseur du département, qui se pose ainsi comme l'un des berceaux de ces nouvelles cultures urbaines.

Effectifs de l'enseignement supérieur en Île-de-France (2007)



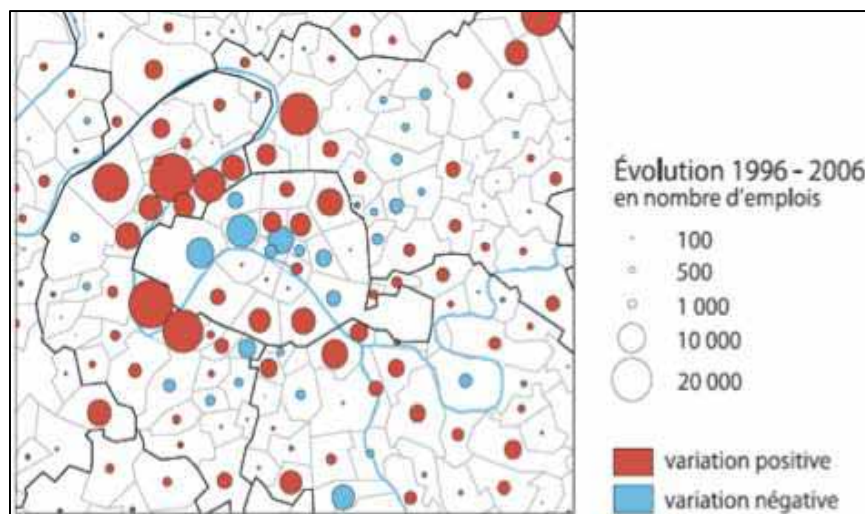
Source : SDRIF

Décollage et mutation de l'activité économique

L'activité privée a pris le relais de l'investissement public. La Seine-Saint-Denis est le premier département d'Île-de-France pour la création pure d'entreprises (16% en 2004, à comparer avec 11,7% dans les Hauts de Seine), avec un taux de survie à 5 ans qui se situe dans la moyenne régionale.

L'emploi suit : depuis 2000, la Seine-Saint-Denis affiche un taux d'évolution de l'emploi salarié privé trois fois supérieur au taux régional (9,4% contre 3,7%). Parti de très bas, l'emploi féminin connaît un certain rattrapage ; il progresse, comme partout, plus vite que l'emploi masculin. Mais la Seine-Saint-Denis reste encore loin derrière les moyennes nationales et surtout régionales : l'emploi féminin ne représente que 38% de l'emploi salarié privé en Seine-Saint-Denis, contre 43% en Île-de-France. Cependant, le taux d'activité féminin progresse relativement vite, pour les femmes de plus de 25 ans (il baisse pour les femmes de moins de 25 ans, ce qui est le signe positif d'une prolongation des études). Cette croissance quantitative de l'activité et de l'emploi engendre une mutation qualitative.

Globalement, l'emploi industriel continue de baisser dans le département (sauf à l'Ouest, dans le territoire de Plaine Commune et au Nord, sous l'influence de Roissy). Il est de plus en plus remplacé par des activités de services aux entreprises (activités juridiques et comptables, conseil, informatique, logistique, nettoyage) et de services aux personnes. La Seine-Saint-Denis vient même en deuxième position en Ile de France, après la Seine et Marne, pour la création d'emplois dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des loisirs.



Source : UNEDIC



Autre exemple, celui de la transformation du territoire vers une économie de l'image et du numérique : le département de la Seine-Saint-Denis concentre aujourd'hui plus de 2000 entreprises liées à la filière image, son, multimédia et numérique, avec plusieurs pôles comme Montreuil, Aubervilliers ou Noisy-le-Grand. Plus de 310 entreprises et 10 000 emplois sont notamment concentrés aux EMGP, premier pôle télévisuel de France. Signalons enfin la présence historique des studios et laboratoires Eclair à Epinay sur Seine, à la pointe de l'innovation en matière de technologies numériques.

En quinze ans, la physionomie de l'activité économique du département aura donc été bouleversée : la Seine-Saint-Denis était l'un des ateliers d'Île-de-France, elle en devient l'un des pôles de services aux particuliers et surtout aux entreprises.

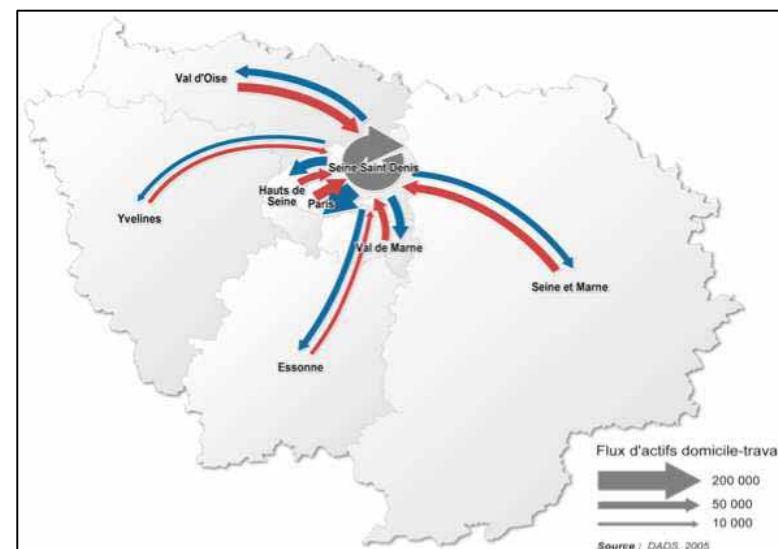
L'intégration dans les mobilités régionales

L'intégration métropolitaine se marque aussi par l'accroissement des mobilités de personnes et de biens : tout se passe comme si le développement de l'emploi en Seine-Saint-Denis avait pour conséquence un déplacement supplémentaire d'actifs et de marchandises.

La circulation des personnes

Cette croissance de l'activité et de l'emploi s'est accompagnée d'un processus apparemment paradoxal : plus l'emploi augmente en Seine-Saint-Denis, plus les habitants « sortent » du département pour travailler. Le territoire est donc le premier réservoir de main d'œuvre de l'Île-de-France : plus de 60% des actifs de la Seine-Saint-Denis ont un lieu de travail hors du département, ce qui est supérieur par exemple au Val de Marne. Qui plus est, la Seine-Saint-Denis « distribue » ses actifs vers l'ensemble de la région : Paris vient en tête (31% des actifs de la Seine-Saint-Denis y travaillent), suivi par les Hauts de Seine, puis par les autres départements franciliens.

Trajets domicile-travail (actifs résidants en Seine Saint-Denis en 2005)



Trois facteurs expliquent ce paradoxe.

D'une part, la Seine-Saint-Denis crée plus d'actifs que d'emplois, du fait notamment de la jeunesse de sa population : elle accueille 9% de l'emploi francilien, et 13% de sa population active. Malgré la forte croissance récente de l'emploi, le déséquilibre reste très important. Cela explique une partie des migrations des actifs.

D'autre part, il s'agit d'une conséquence bien connue de la métropolisation : avec l'intégration économique croissante, les marchés du travail se régionalisent et toute création d'emploi correspond à un accroissement des mobilités domicile-travail. L'ajustement offre/demande d'emplois se fait au niveau régional ou du moins à des échelles plus vastes que l'échelle locale.

Enfin, et surtout, la spécificité de la Seine-Saint-Denis est que, malgré l'augmentation du nombre d'emplois, les habitants y ont encore trop peu accès. En 2005, 230 000 postes de travail en Seine-Saint-Denis sont occupés par des habitants du département et 340 000 sont occupés par des habitants d'autres départements. Il y a aujourd'hui plus de Franciliens qui viennent en Seine-Saint-Denis pour y travailler que d'habitants de la Seine-Saint-Denis qui sortent du département. Ces considérables mouvements pendulaires s'expliquent notamment par un décalage croissant entre la qualification des emplois créés en Seine-Saint-Denis et celle des habitants : 64% des personnes employées des entreprises de plus de 200 salariés résident en dehors du département. Parmi les « locaux » employés dans ces entreprises, seulement 12% sont des cadres, les autres, pour la plupart occupent des emplois considérés comme « non qualifiés ».

Le poids des migrations alternantes se ressent dans les revenus des habitants: les salaires « importés » en Seine-Saint-Denis par des travailleurs migrant hors du département représentent près de 40% du revenu total de la Seine-Saint-Denis, ce qui est le taux le plus élevé de tous les départements franciliens.

Ainsi, le développement économique de la Seine-Saint-Denis profite-t-il encore trop peu aux habitants du département. Une explication possible réside aussi dans la difficulté des déplacements intra-

départementaux. Sachant qu'un ménage sur trois ne possède pas de voiture en Seine-Saint-Denis (le taux de motorisation n'est que de 65%), les habitants, notamment ceux des ZUS, sont extrêmement dépendants des transports en commun. Pour rappel, le département est desservi par 5 lignes RER, 7 lignes de métro, 2 tramways, 22 lignes mobilières et de nombreuses autres lignes de bus. Or, la demande de transport en commun augmente fortement et l'offre ne suit pas : le réseau lourd (tram-train-métro) est saturé et mal réparti sur le territoire. L'offre de bus quant à elle peine à pallier les carences du maillage du territoire en raison de la mauvaise fréquence des passages, notamment en heures creuses (le soir et le week-end) et à l'inégale qualité de la desserte. Tout ceci provoque une faible attractivité des bus pour les habitants.

Les transports collectifs sont donc réservés aux captifs et ne fonctionnent pas comme un mode réellement alternatif de déplacement, d'autant que ces transports demeurent essentiellement pensés en termes de radiales ce qui provoque des grandes difficultés pour relier les villes du département entre elles. Il est donc souvent plus facile de rejoindre un pôle d'emploi situé hors du département que de traverser la Seine-Saint-Denis d'Est en Ouest.

La circulation des marchandises

Les déplacements de marchandises jouent un rôle essentiel en Ile-de-France et tout particulièrement en Seine-Saint-Denis. Le territoire dispose en effet d'un bon niveau de desserte par les quatre modes de transports (fermé, routier, aérien, fluvial). C'est même le département d'Ile-de-France dont la part liée au transport ou à l'industrie est la plus grande. Avec le desserrement des activités logistiques vers la grande couronne –ce qui accroît les distances de livraison-, le risque aujourd'hui est de perdre l'avantage de cette situation géographique privilégiée.

L'attractivité résidentielle

Enfin, le département a connu, et continue de connaître une attractivité résidentielle croissante. Il profite, comme tous les départements de petite couronne, du desserrement parisien. Ce phénomène, conjugué à l'augmentation du nombre de ménages, explique que, malgré un solde migratoire déficitaire, la pression sur le marché de l'immobilier soit forte en Seine-Saint-Denis. En 2007, le dynamisme de la construction neuve a repris en petite couronne et la Seine-Saint-Denis y contribue fortement. Pourtant, jusqu'en 2003, La Seine-Saint-Denis enregistrait le niveau de construction le plus bas des trois départements. En 2007, avec 6500 logement il a rejoint celui du département des Hauts-de-Seine.

Entre 2006 et 2007, la Seine-Saint-Denis est le département francilien qui a connu le plus fort taux de croissance de son marché immobilier (en volume et en valeur pour les appartements anciens libres), et malgré le ralentissement récent, le département reste en tête entre 2007 et 2008 (premiers trimestres comparés).

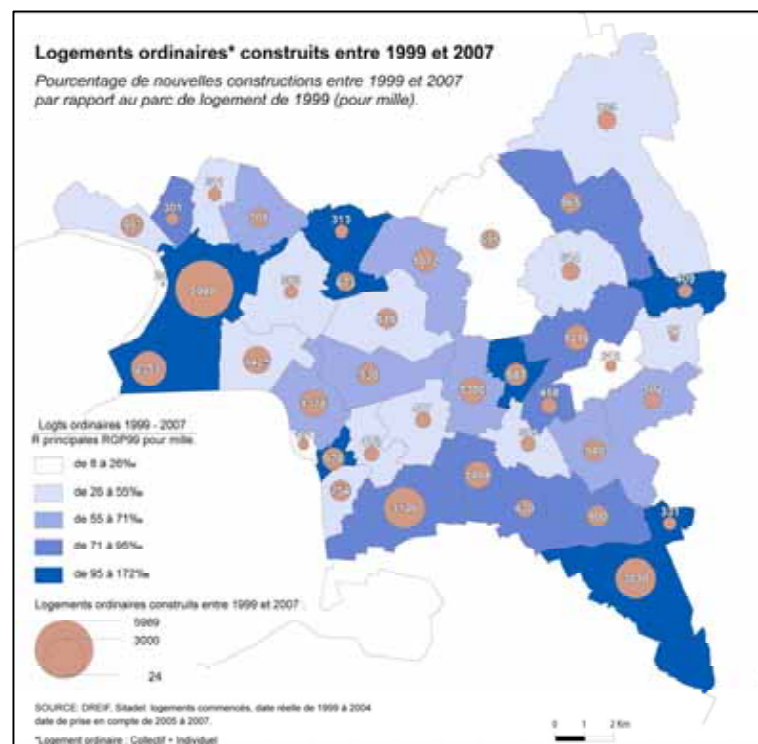
Toutes les communes ne sont évidemment pas touchées au même degré par ce phénomène. Depuis 1999, à l'échelle des communes de Seine-Saint-Denis, des programmes de logements neufs importants ont été réalisés indépendamment de la taille des communes. Neuf villes se sont densifiées fortement : Saint-Ouen, Saint-Denis, Dugny, Le Bourget, Les Lilas, Les Pavillons-Sous-Bois, Vaujours, Gournay-sur-Marne, Noisy-le-Grand.

Dans le territoire de Plaine Commune, Saint-Denis, une des cinq villes les plus importantes du Département a vu son parc augmenter de 156 pour mille en 9 ans. Ces 6 000 nouveaux logements équivalent au niveau de construction atteint lors de l'aménagement d'une ville nouvelle.

Dans le territoire de la Couronne de Paris, de Saint-Ouen à Montreuil, les rythmes de construction sont variables. Saint-Ouen, Saint-Denis et Les Lilas (de 10 à 16%) ont plus construit qu'ailleurs, la progression à Montreuil a été plus modérée (7 %).

Le cœur du département, moins concerné par la densification reste en retrait.

Cette reprise de la construction conjuguée à l'attrait exercé par la Seine-Saint-Denis sur des familles de classe moyenne, issues d'autres départements de l'agglomération parisienne, entraîne des effets complexes. D'une part, il s'agit d'une bonne nouvelle, puisque ces tendances amènent à une plus grande diversité de la population accueillie dans le département. D'autre part, ce phénomène peut aggraver les effets d'assignation à résidence pour des familles qui ne parviennent pas à accéder au logement social ou à un logement digne en secteur libre.



Les nouvelles fractures

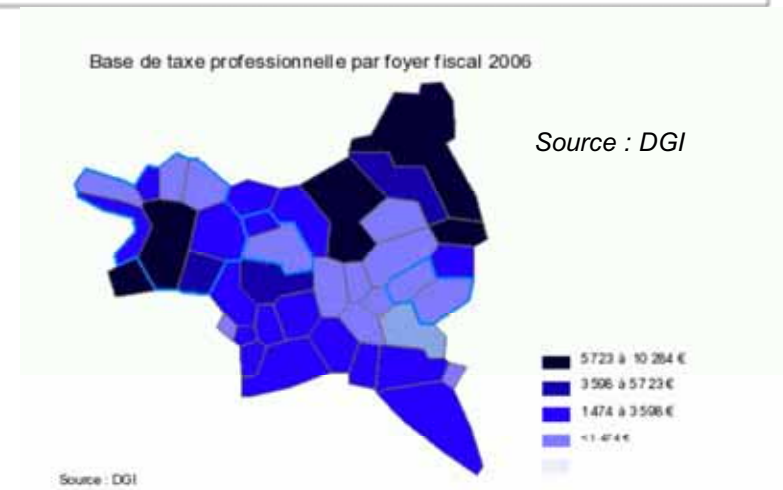
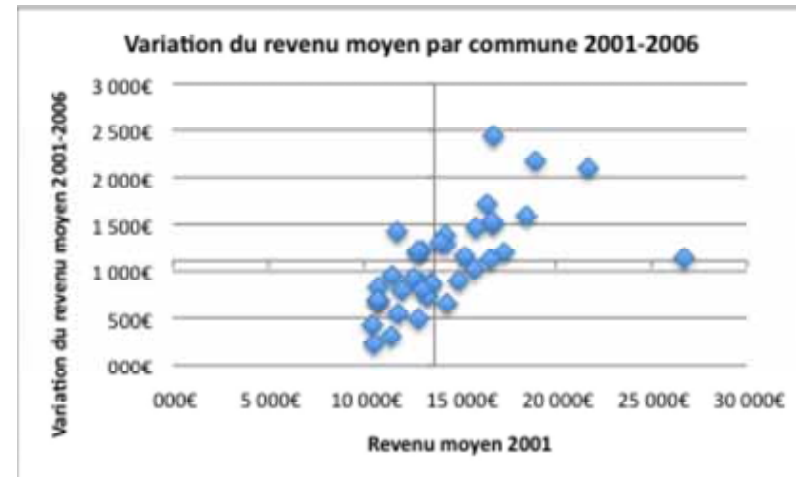
Le passage de la banlieue ouvrière à l'intégration métropolitaine entraîne de nouvelles fractures. Alors que la fonction de banlieue ouvrière s'accompagnait d'une cohésion sociale et territoriale interne forte, du fait d'une condition et d'une culture partagées, l'intégration métropolitaine contribue à la perte de cohésion et à l'accentuation des fractures territoriales.

Les risques sur la cohésion sociale : maintien de la pauvreté, croissance des inégalités

L'intégration métropolitaine engendre une croissance de la distance sociale entre ceux qui en bénéficient et ceux qui n'en bénéficient pas. Autrement dit, la Seine-Saint-Denis abrite de plus en plus de « laissés pour compte » de la métropolisation. Cela se traduit notamment par la progression du nombre de bénéficiaires du RMI (plus 21% entre 1999 et 2005), soit la plus forte progression d'Île-de-France, même si l'on assiste à une certaine stabilisation ces deux dernières années.

La part des foyers non imposables continue d'augmenter, et l'écart entre le revenu moyen des foyers imposables et celui des foyers non imposables s'est accru de près de 10 points entre 2000 et 2006 (alors que le revenu moyen progressait, au cours de la même période, de 8%).

Outre l'important taux de chômage persistant, ce double phénomène s'explique par le faible taux relatif d'activité des



femmes (et donc une proportion plus grande en Seine-Saint-Denis de ménages d'un seul actif) et l'importance des familles mono parentales. Globalement, le département passe d'une situation sociale relativement homogène dans les années 1970-1980 à une différenciation sociale croissante.

Les risques sur la cohésion territoriale

Ce phénomène de différenciation sociale touche aussi les territoires du département. L'analyse par commune du revenu moyen et de la taxe professionnelle permet de complexifier le clivage historique est/ouest et de donner à voir un certain nombre de résultats paradoxaux : l'emploi se polarise dans quelques communes, sans pour autant se traduire par une augmentation du revenu de leurs habitants.

L'évolution du revenu moyen entre 2001 et 2006 montre une tendance à la perte de cohésion territoriale : ce sont les communes dont le revenu moyen était le plus élevé en 2001 qui, globalement connaissent la croissance du revenu moyen la plus forte. Autre constat : les communes dont les habitants sont les plus pauvres sont les mieux dotées en taxe professionnelle, notamment pour les communes de l'Ouest, alors que dans les communes où les revenus sont plus élevés, les bases de TP sont faibles.

Il existe donc une forme de redistribution de fait dans l'inégale répartition spatiale des activités. Le clivage entre territoires résidentiels à dominante pavillonnaire et territoires plus productifs tend à s'accroître. Enfin, l'analyse de la création d'emplois fait apparaître un dernier clivage au sein du département. L'Est, le Nord et l'Ouest (les territoires qui longent l'axe de l'A1) concentrent les taux les plus élevés (en valeur absolue).

En revanche, le centre du département, malgré sa position ne bénéficie ni de la dynamique productive de l'Ouest et du Nord, ni de la dynamique résidentielle de l'Est.

Des territoires inégalement impliqués dans la métropole

L'espace de la Seine-Saint-Denis connaît des dynamiques qui impactent différemment son territoire. La métropolisation tend à introduire une différenciation et une diversité croissantes entre les habitants et entre les territoires de la Seine-Saint-Denis

Les sous-ensembles territoriaux, tels qu'ils avaient déjà été identifiés lors de la Contribution du Conseil Général de Seine-Saint-Denis au SDRIF en 2006 demeurent pertinents.

Le cœur de la Seine-Saint-Denis : un espace traversé, mais encore peu intégré

Le Cœur de la Seine-Saint-Denis, au centre du département se trouve à l'écart du développement productif métropolitain et ne gagne pas encore en attractivité résidentielle. Il est traversé par les flux métropolitain, mais ne dispose pas de pôle de développement équivalent à celui de la Plaine de France, alors que son habitat et son environnement urbain restent peu attractifs pour des ménages issus d'autres départements d'Île-de-France. Mais la présence des grands services publics départementaux, une desserte en transports collectifs qui devrait être à terme satisfaisante (du fait notamment de la tangentielle ferrée), et la présence de nombreux espaces mutables confèrent à ce territoire un potentiel considérable, pour autant qu'un effort important de transformation urbaine soit entrepris, afin d'apporter aux habitants et aux entreprises un cadre de vie à la hauteur des exigences d'une métropole mondiale.

Le Nord du département : intégrer croissance économique et développement social

Le Nord du département est marqué par des grandes cités d'habitat social et fortement structuré par deux grands pôles : la Plaine Saint Denis, qui a connu un développement économique considérable et possède un fort potentiel en matière d'enseignement supérieur et de recherche ; et le pôle de Roissy, dont un tiers des emplois sont occupés par des actifs vivant en Seine-Saint Denis. Cet espace est

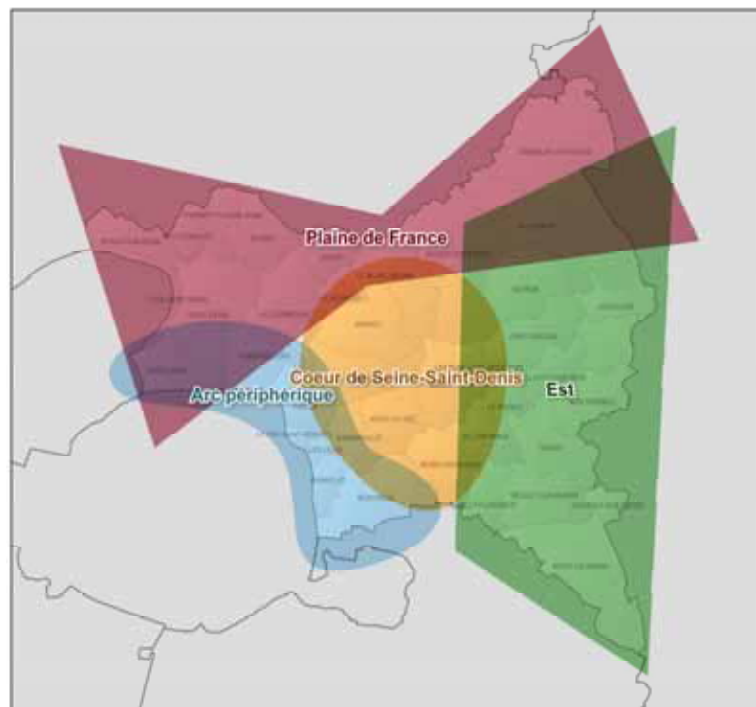
marqué par une forte rupture entre la qualité et la vitesse du développement économique et la lenteur de la transformation urbaine et de l'évolution sociale des habitants. C'est là où la fracture entre croissance économique et développement social se manifeste avec le plus d'acuité. La combinaison entre politiques de transformation urbaine, visant à mieux intégrer les pôles d'emploi et d'enseignement dans la ville, et politiques de formation, visant à rendre plus accessibles les emplois créés, demeure la priorité, si l'on veut tirer tout le profit de la présence sur le territoire de ces « locomotives métropolitaines ». La mise en service de la tangentielle ferrée Nord avec l'ouverture de nouvelles gares et la réalisation des trois tramways en particulier, sont les points d'appui de projets urbains d'envergure, donnant tout leur sens aux politiques de renouvellement urbain.

L'Est du département : développement résidentiel et poches de pauvreté

A l'Est du département s'accroît, porté par des ménages plus aisés, le développement résidentiel. C'est ici que l'on trouve les communes qui, depuis 1999, ont connu le plus fort accroissement du revenu de leurs habitants. C'est aussi ici que persistent des poches de pauvreté dont les habitants bénéficient d'autant moins du dynamisme du département qu'ils vivent dans des communes extrêmement enclavées, présentant un très fort contraste avec leur environnement. La transformation des usages résidentiels, la densification autour des gares et des pôles d'échange et le désenclavement physique (porté notamment par le projet de

débranchement de la ligne de tramway n°4 avec le desserrement de Clichy/Montfermeil) sont des enjeux importants pour cette partie du département.

L'arc périphérique : mixité sociale et transformation du cadre de vie



L'Arc périphérique, regroupant les communes limitrophes de Paris bénéficie d'une bonne dynamique de développement de par sa proximité avec la ville de Paris. Une certaine mixité sociale s'y fait jour, du fait de l'installation de ménages d'actifs, souvent originaires de la capitale. Cependant, cette dynamique ne se marque pas encore dans l'amélioration des conditions d'habitat, d'emploi et de revenu de la population anciennement implantée. L'importance de l'habitat vétuste et indigne, s'accompagnant d'une dynamique de l'emploi relativement faible contribue à maintenir une part importante de la population dans la précarité. C'est dans cette partie du département que les enjeux de réhabilitation du parc privé se posent avec le plus d'acuité. Les enjeux de continuité entre la ville-centre et les communes de première couronne sont particulièrement vifs, comme en témoignent les nombreux

dossiers portés en commun par la ville de Paris et les communes de la Seine-Saint-Denis (couverture du périphérique, ZAC intercommunales, traitement des portes de Paris, etc.).

DEUXIEME PARTIE REUSSIR L'INTEGRATION METROPOLITAINE –

Orientations stratégiques pour l'agenda 21 de Seine-Saint-Denis

Si l'on excepte certaines stratégies locales vigoureuses, le territoire de la Seine-Saint-Denis a jusqu'à présent été un réceptacle de l'intégration métropolitaine, plutôt qu'il n'en a été un acteur déterminé.

Cette position explique en partie les impacts contrastés de la métropole en Seine-Saint-Denis : le développement économique tend à se concentrer sur certains pôles, qui s'intègrent dans le rythme métropolitain, et le développement résidentiel tend à accentuer une certaine spécialisation sociale de l'espace départemental.

En termes environnementaux, la métropolisation subie se traduit par la juxtaposition d'espaces protégés —à l'abri des impacts négatifs du développement urbain et économique— et d'espaces fortement exposés, où s'insèrent les fonctions, notamment logistiques, de desserte de la métropole.

Pour transformer l'essai métropolitain, dans une perspective de développement durable, la Seine-Saint-Denis peut et doit peser davantage l'évolution de la métropole. A l'échelle de celle-ci, la Seine-Saint-Denis entend faire jouer les mécanismes de solidarité de niveau régional et entre les départements, de façon que les charges et les ressources soient équitablement réparties entre les territoires. A l'échelle du département, les acteurs de la Seine-Saint-Denis ont plusieurs leviers pour garantir une « autre » métropolisation :

- La croissance économique ne peut se limiter à quelques pôles, aussi efficace soit-elle : elle doit irriguer l'ensemble du

département pour qu'elle soit porteuse d'un développement équilibré.

- La cohésion sociale ne peut se limiter à une politique de redistribution, aussi active soit-elle. La Seine-Saint-Denis doit permettre la réussite pour ses habitants —et ceux qui y travaillent.
- L'écologie urbaine ne peut se limiter à une politique d'espaces verts, aussi performante soit-elle. Le souci d'écologie urbaine doit traverser l'ensemble des politiques départementales pour aller vers l'objectif de maîtrise et de réduction de l'empreinte écologique du département.

Ces propositions d'orientations visent à tracer, pour chacun des piliers du développement durable, un « fil rouge métropolitain » pour la Seine-Saint-Denis :

- L'égalité des chances et la promotion sociale pour tous ses habitants ;
- La conception et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de ville durable ;
- L'affirmation d'un rôle moteur dans le développement métropolitain.

Orientation 1

L'égalité des chances

Enjeux

La jeunesse de la population

La part des jeunes de moins de 25 ans dans le département est la plus élevée d'Île-de-France, grâce notamment à son taux de natalité, mais aussi au profil des nouveaux arrivants, souvent des ménages avec jeunes enfants. Cette jeunesse est à l'évidence un atout majeur pour le département, d'autant que les signaux récents témoignent d'un investissement croissant dans les études supérieures.

La place des femmes

L'enjeu de promotion sociale des femmes est particulièrement important en Seine-Saint-Denis, du fait d'une culture héritée et importée dans laquelle l'activité autonome des femmes n'est pas la norme. Le taux d'activité féminin a progressé en Seine-Saint-Denis, mais il est encore très largement en dessous de la moyenne régionale. Or l'accès des femmes à l'autonomie a des implications plus larges, au-delà d'elles-mêmes, sur le bien être des familles et sur le développement d'activités économiques.

L'attractivité du département

Le département attire des étudiants et des jeunes actifs avec enfants, issus de l'ensemble de la région. Les prix de l'immobilier et la présence de produits logements attractifs (maisons individuelles) expliquent cette attractivité. Cet apport de population transforme progressivement le profil social des habitants, en apportant plus de mixité sociale et en modifiant les conditions du « vivre ensemble ».

La persistance de la précarité

Mais la Seine-Saint Denis souffre de handicaps structurels : le département produit plus d'actifs que d'emplois, ce qui contribue à

maintenir le taux de chômage à un niveau élevé. Les jeunes sont nombreux à vivre des situations de souffrance et d'échec. Les femmes sont, en Seine-Saint-Denis, moins autonomes que dans le reste de l'Île-de-France. Ces handicaps structurels, malgré les dispositifs d'amortissement social peuvent s'aggraver dans les moments de crise, comme celui que nous connaissons actuellement : les emplois faiblement qualifiés et les emplois précaires sont les premiers touchés par la réduction des effectifs ; l'accès au crédit pour les ménages modestes tend à devenir plus difficile.

Le risque est avéré d'une perte de confiance dans la capacité de la société française à tenir la promesse républicaine de promotion sociale.

Réussir l'intégration métropolitaine

La Seine-Saint-Denis doit relever le défi de la promotion sociale, au-delà des politiques de compensation, locales ou nationales. Nécessaires, elles ne répondent ni aux défis de la transformation économique et sociale, ni aux aspirations des habitants à un avenir meilleur. Transformer l'essai métropolitain, c'est démontrer la réalité du principe d'égalité des chances et de promotion sociale :

- Vivre ensemble en procurant aux habitants un sentiment d'appartenance fondé sur la qualité des services collectifs et l'implication civique.
- Réussir sa vie, en faisant de la Seine-Saint-Denis un département où l'on trouve les moyens de se forger des itinéraires de promotion sociale et résidentielle.

Axe 1 : Vivre ensemble

Dans un département comme la Seine-Saint-Denis, la question de la cohésion sociale ne se pose pas de la même manière que dans un territoire rural, dont la population est stable. Ici, la cohésion sociale doit tenir compte de la forte mobilité des personnes et de leur brassage permanent, même si dans certaines cités de logement social, le taux de rotation semble s'être considérablement amoindri.

La stratégie départementale de cohésion sociale met en œuvre deux leviers :

- Les services collectifs
- La citoyenneté

Les services collectifs

Les services collectifs constituent une armature de base de la cohésion sociale. Ils contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance collective et constituent la base de la confiance, élément indispensable à la vie sociale. Le département vise trois objectifs :

- L'égalité d'accès aux différents services publics : elle est à la fois géographique (ce qui suppose une répartition équilibrée des services collectifs sur le territoire), physique (ce qui suppose l'existence de transports collectifs reliant les lieux d'habitat aux pôles de service) et sociale (ce qui suppose une adaptation des capacités d'accueil des services aux caractéristiques des populations visées) ;
- L'égalité de traitement : les citoyens doivent être certains de ne subir aucune discrimination en raison de leurs caractéristiques (âge, genre, handicap, langue, culture ou religion, adresse...) ;
- L'obligation de moyens : le maintien de la confiance passe par la capacité des services collectifs à fournir la preuve de leur mobilisation au service du public.

Ces trois objectifs d'égalité posent deux défis principaux aux services du département :

- Tout d'abord, le rapprochement des services publics de la population par l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre d'accueil en faveur des plus petits (crèche) , des femmes via le réseau des PMI et des personnes âgées en assurant son rôle de coordination de gérontologie.
- Ensuite, les enjeux liés à la santé : face à l'impact des différents risques (bruit, pollutions chimiques, légionellose), il est indispensable d'améliorer l'accès à la santé et d'anticiper sur les enjeux liés à la démographie et à la formation de personnels compétents dans le domaine médical, qui se pose avec une acuité particulière en Seine Saint-Denis.

La citoyenneté

Dans le contexte de la Seine-Saint-Denis, la notion de citoyenneté prend un relief particulier :

- Parce que, malgré une forte implication des élus, le territoire connaît une certaine désaffection démocratique : en dépit d'une mobilisation importante lors de l'élection présidentielle de 2007, les taux d'abstention aux élections locales sont importants (48% aux municipales de 2008 par exemple) ;
- Parce que, malgré un mouvement associatif actif, l'engagement bénévole est moins développé que dans d'autres départements de la petite couronne, du fait d'un manque de cadres associatifs ;
- Parce que l'origine nationale ou culturelle de nombreux habitants ne les rend pas familiers avec l'offre politique, civique ou associative et freine leur engagement.

Le renforcement des instances de médiation civique est donc une des conditions pour que les énergies des habitants du département puissent se déployer et prendre leur pleine mesure.

La stratégie de développement de la médiation sociale et culturelle se déploie dans sept directions :

- Les actions de promotion des droits civiques,
- Le soutien au développement de la démocratie participative et l'ouverture de nouveaux espaces de délibération,
- Le soutien au mouvement associatif dans le département,
- L'affirmation de la place du sport comme source de plaisir individuel et d'apprentissage de la vie collective,
- Le soutien aux dispositifs de médiation, notamment entre les grandes institutions culturelles du département et les habitants, particulièrement les jeunes,
- La création d'événements culturels et festifs fédérateurs,
- Le soutien à des médias indépendants en s'appuyant, par exemple sur l'expérience réussie du Bondy blog.

Axe 2 : Réussir

Deux groupes d'habitants de la Seine-Saint-Denis sont particulièrement concernés par cette question de la réussite : il s'agit des jeunes et des femmes. Les jeunes doivent pouvoir trouver en Seine-Saint-Denis les moyens d'amorcer un parcours autonome dans l'existence. Les femmes doivent pouvoir accéder à l'autonomie financière, ne serait-ce que par les effets leviers que cela entraîne sur le revenu des ménages et sur l'emploi induit.

Cet objectif de réussite sociale se déploie dans trois champs : celui de l'éducation, celui du logement et celui de l'emploi.

Les parcours éducatifs : de la Seine-Saint-Denis aux ressources métropolitaines

L'enjeu éducatif, en Seine-Saint-Denis porte sur les dimensions complémentaires suivantes, dont le projet de collège du troisième millénaire devra être le fer de lance :

- L'investissement éducatif des familles apparaît comme primordial. La pression que peuvent exercer les parents sur les études de leurs enfants et le niveau d'accompagnement sont, on le sait, décisifs dans la plupart des cas. Pour cela, il faut que les familles disposent d'une compréhension minimum, de clés de lectures et d'une certaine foi dans les capacités de l'institution scolaire.
- Dès le plus jeune âge, le département peut participer à cette dynamique en renforçant l'offre d'accueil pour la petite enfance, fondée sur des projets éducatifs de qualité.
- L'implication forte du Conseil général dans les domaines de la protection maternelle et infantile, de l'éducation à la santé et à la bonne alimentation constitue un atout pour la réussite scolaire.
- Le soutien aux élèves en difficulté et le lien, à travers les compétences du Conseil général, notamment entre prévention et éducation.

- La culture à portée de tous : la politique culturelle départementale, forte d'une histoire longue et construite, constitue un atout incontestable pour le département. De ces atouts, il faut faire une force pour porter de nouveaux projets en faveur de l'élargissement des publics par l'éducation artistique et culturelle, première des priorités, mais pour penser aussi des programmations nouvelles pour tous, et engager des projets qui structureront l'avenir en mêlant étroitement la diffusion culturelle et la création, à la formation et au développement économique et environnemental.
- L'orientation en fin de troisième et sa capacité à donner à voir les possibilités de formation et de débouchés professionnels dans toute leur diversité.
- Le développement de l'accès aux études après le bac, soit sur place dans l'enseignement supérieur présent dans le département, soit à l'extérieur, en profitant des ressources de la métropole.

Les parcours résidentiels : une offre de qualité répondant à une diversité de demandes

La question du logement est à la fois quantitative et qualitative. Quantitativement, la Seine-Saint-Denis a besoin de logements neufs, à la fois pour assurer le renouvellement de son parc et pour continuer à répondre aux demandes actuelles et futures.

Le département a besoin de logements diversifiés, de façon à maintenir une offre pour un éventail élargi de ménages. Le parc de logements dans le département doit pouvoir répondre aux besoins des habitants et aux différentes étapes du parcours résidentiel ; il doit pouvoir aussi répondre aux demandes des étudiants et des ménages, venus de l'extérieur, qui souhaitent s'installer en Seine-Saint-Denis.

Une part importante du parc de la Seine-Saint-Denis est composée d'immeubles anciens, vétustes, en location ou copropriété. Une

partie de ce parc est considérée comme indigne. Globalement, l'enjeu est le maintien d'un parc locatif privé de qualité, qui constitue un volet important de la chaîne du logement.

Les communes, la région et l'Etat, le département et les bailleurs sont fortement engagés dans le programme national de rénovation urbaine, qui va profondément transformer la physionomie des cités d'habitat social du département. Ce programme soulève plusieurs enjeux : celui de la poursuite de la construction de l'offre locative sociale, mais dans un contexte urbain tout à fait différent de celui des grands ensembles « posés » sur le territoire ; celui de la meilleure intégration urbaine des grands quartiers d'habitat social, pour que les opérations de renouvellement ne restent pas lettre morte.

A cet égard, l'un des atouts de la Seine-Saint-Denis est son tissu pavillonnaire, qui couvre les 2/3 de la superficie du département. Il faut intervenir pour rendre ce tissu pavillonnaire à la fois plus accessible et de meilleure qualité, notamment au niveau énergétique.

Ces trois « marches », immeubles anciens, logement social et pavillons, correspondent à la fois à des attractivités

différenciées du département, et à des moments du cycle de vie. Il ne suffit donc pas que les trois marches existent, encore faut-il pouvoir les franchir. Les politiques du logement ne doivent donc pas se limiter à la qualification de l'offre ; elles doivent aussi agir sur la demande (garantie de solvabilité, sécurisation des parcours, etc.).



Les parcours professionnels : élever le niveau d'ambition

Trois enjeux résument la question des parcours professionnels en Seine-Saint-Denis :

- Les parcours professionnels réussis ne se font pas nécessairement à proximité du domicile ;
- Les actifs de Seine-Saint-Denis ont accès aux pôles d'emplois franciliens, mais généralement dans des fonctions faiblement qualifiées et précaires ;
- Les diplômés de Seine-Saint-Denis éprouvent des difficultés à accéder à des postes en relation avec leurs compétences.

La réussite des parcours professionnels en Seine-Saint-Denis suppose d'élever le niveau d'ambition.

- **Elever le niveau d'ambition dans le soutien au développement économique de proximité** : la qualité des services et des commerces est insuffisante dans le département ; il est donc important de travailler avec les professionnels et les centres de formation (CFA par exemple) pour améliorer la qualité de l'offre de proximité, ne serait-ce que pour capter une partie du marché des salariés qui travaillent mais ne vivent ni ne consomment en Seine-Saint-Denis. La qualité de l'offre de service passe par la qualité de l'emploi : diminution des contrats précaires, évolution de carrière, validation des acquis. Une partie de cet emploi est féminin : si l'on souhaite son développement, il faut aussi assurer les services collectifs (garde d'enfant) qui permettent aux femmes d'aller travailler ;
- **Elever le niveau d'ambition des formations professionnelles** pour répondre aux opportunités offertes par les pôles d'emploi présents dans le département ou à proximité (Paris, Roissy, Marne la Vallée). L'occupation d'emplois subalternes ne doit pas être considérée comme une fatalité ou un pis aller. Les actifs de la Seine-Saint-Denis

doivent pouvoir occuper des fonctions plus satisfaisantes, y compris dans le domaine technique.

- **Elever le niveau d'ambition pour les diplômés issus de la Seine-Saint-Denis**, en faisant en sorte qu'ils ne se contentent pas de postes éloignés de leur niveau de formation.
- **Elever le niveau d'ambition des jeunes en leur permettant de créer leur propre entreprise**. Une action ciblée sur les « Jeunes Talents » consisterait à accorder une aide à la personne sous la forme d'une prime départementale ainsi qu'à soutenir la réussite des jeunes entrepreneurs par un accompagnement spécifique.
- **Encourager la réussite des créateurs de petites entreprises** par un soutien à l'économie sociale et solidaire et au développement du micro-crédit.

Orientation 2 : Un nouveau modèle urbain au cœur de l'agglomération capitale

Enjeux

Des acquis en matière de gestion urbaine durable

Le département dispose d'acquis importants en matière de gestion urbaine durable, qui lui confèrent, dans certains domaines, une avance reconnue :

- La gestion de l'eau est particulièrement avancée, avec le souci de réintroduire la présence de l'eau dans la ville tout en maintenant et développant, les capacités de son traitement.
- Le réseau des espaces verts qui maintient une diversité de la flore et de la faune importante.
- L'existence de friches, qui sont des espaces de projets ouverts et mutables.
- L'importance des jardins individuels qui maintiennent un lien important avec la nature.

Des grands projets d'infrastructures

Plusieurs projets inscrits au SDRIF ou au CPER constituent autant d'opportunités, qui constituent autant de leviers pour la transformation de la ville en Seine-Saint-Denis:

- D'importants projets d'infrastructure : tangentielle ferrée nord, création du Transport en commun en site propre Saint Denis – Sarcelles et du Tram Y, prolongement des lignes de tramway 1 et 4, perspective plus lointaine de prolongement des lignes de métro et d'Arc express, rocade reliant les têtes de lignes.
- L'opportunité du Grenelle de l'environnement, qui invite à repenser entièrement les modes de conception et d'usage de l'habitat, des mobilités et des espaces publics.

Un impératif : s'adapter aux changements climatiques

Plus généralement, la mutation du modèle urbain est rendue nécessaire par le changement climatique et la crise énergétique. L'habitat et le fonctionnement urbain doivent s'adapter à leurs effets, mais aussi anticiper et contribuer le plus possible à une gestion prudente des ressources.

Réussir l'intégration métropolitaine

- Profiter des opportunités pour engager un changement profond de l'image de la Seine-Saint-Denis et en faire un modèle de ville durable.
- Mieux s'inscrire dans la continuité de la zone dense, pour contribuer à effacer les limites de la ville centre, de façon à inclure clairement la Seine-Saint-Denis au cœur de l'agglomération capitale

La Seine-Saint-Denis a la possibilité d'élaborer un nouveau modèle de ville, fondée sur trois principes :

- Une ville alternant des espaces denses autour des pôles de transport et un réseau vert et bleu.
- La gestion urbaine durable, innovante dans le champ de l'eau, des déchets et de l'énergie.
- Une politique de réduction des émissions urbaines par le développement des réseaux de transport collectifs et des mobilités alternatives à la voiture individuelle.

Axe 1 : La transformation du paysage urbain

Le nouveau paysage urbain de la Seine-Saint Denis s'appuyera sur une alternance d'espace denses (autour des pôles de transport collectif, le long des principaux axes), d'espace moins denses (quartiers pavillonnaires, cités rénovées) et d'espaces naturels organisant un maillage du département. Le nouveau modèle urbain sera fondé sur ces contrastes, donnant à voir la diversité du département.

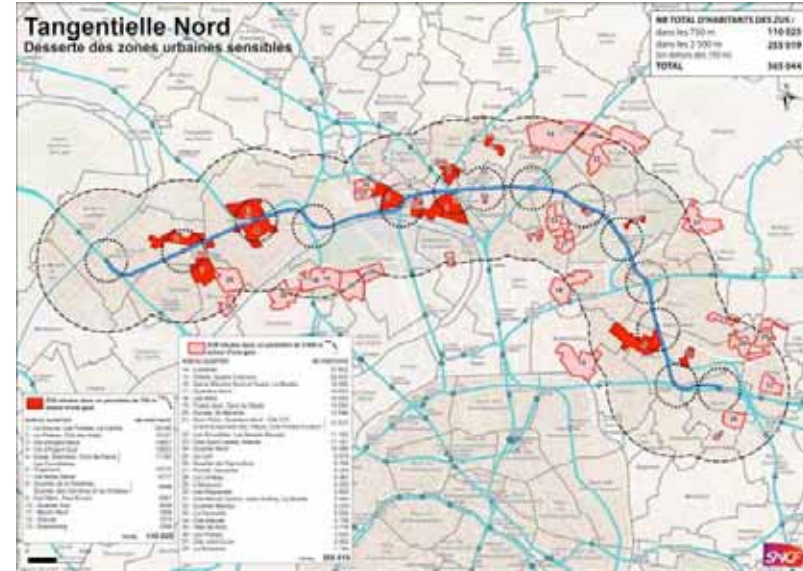
Une stratégie d'aménagement des pôles

La Seine-Saint-Denis doit mieux exploiter le potentiel de transformation urbaine des pôles économiques existant sur son territoire, ou à proximité.

- La Plaine de France doit faire l'objet, avec les collectivités concernées, d'une réflexion sur la qualité des espaces publics et sur le développement d'une économie de services (artisanat, commerces, loisirs), qui bénéficie du marché des salariés non résidents et apporte ainsi des retombées positives pour les habitants du territoire.
- La proximité de Roissy et la présence du Bourget (1^{er} aéroport européen d'affaires) autorisent la conception d'un projet axé sur les fonctions urbaines de l'aérien qui agrège des espaces d'activités, un pôle culturel autour du musée de l'air et des formations spécialisées.

Au-delà, l'ouverture de nouvelles lignes de transport collectif (tangentielle Nord et lignes de tramway) va créer de nouvelles gares dans le département, notamment au Nord et à l'Est.

- Au Nord, les gares de la « tangentielle ferrée nord » sont l'occasion de donner plus d'ampleur aux opérations de rénovation urbaine des cités dans le cadre de l'ANRU, en créant, à proximité, de véritables pôles de vie, desservant l'ensemble des communes.



- Au centre du département, la future conjonction de la tangentielle, du Tram ligne 1 et du RER E permet d'envisager un espace de développement économique et d'habitat particulièrement bien desservi et ouvert sur le canal de l'Ourcq.

L'ensemble de ces opérations doit se concevoir dans une perspective exemplaire du point de vue environnemental, par exemple des pôles d'habitat et de service à énergie positive, notamment pour les opérations autour des futures gares.

Les nouveaux boulevards urbains

Les anciennes routes nationales (RN1, RN2, RN3) sont en très mauvais état, à la fois au plan technique, morphologique et urbain. Or ces routes nationales constituent une forme d'armature du département et surtout assurent une continuité entre le cœur de l'agglomération parisienne et la Seine-Saint-Denis.

La mise en œuvre de projets d'aménagement des anciennes routes nationales en boulevards urbains sera un grand projet de développement durable, avec plusieurs finalités :

- Assurer les continuités urbaines entre les portes de Paris et la Seine-Saint-Denis, en retravaillant notamment la morphologie des logements et des activités, les aménagements d'espace public et la signalétique ; la continuité serait aussi matérialisée par la mise en service de bus à haut niveau de service (BHNS).
- Donner une lisibilité plus forte à l'organisation du territoire de la Seine-Saint-Denis, en reliant entre eux les principaux pôles du département et en ouvrant de nouveaux espaces publics.
- Produire des opérations exemplaires en termes d'éco responsabilité et de montage financier.
- Assurer la diffusion de l'activité économique hors des pôles spécialisés, dans une perspective de mixité plus grande des fonctions urbaines.

Une politique des espaces publics naturels et de la biodiversité

La politique des espaces publics visera à *une pénétration de la nature en ville*, et s'appuiera sur deux principes :

Un principe de maillage de l'urbain par la nature. En prenant appui sur le réseau des parcs et sur la présence de l'eau, une trame verte et bleue permettrait à la fois de relier les espaces de nature entre eux (et avec certaines friches) et de contribuer à une gestion écologique de l'eau notamment (rigoles, noues, prévention de l'imperméabilisation des sols, jardins ouvriers). Ce maillage permettra de maintenir et d'accroître la biodiversité présente dans le département.

Un principe de meilleure intégration des espaces verts dans l'urbain : il est possible de réaliser des opérations d'urbanisation autour des parcs, et d'en faire des espaces de densification sur le modèle de « Central Park ». Les parcs peuvent aussi accueillir une programmation artistique, mobilisant les artistes en résidence.

Jardins ouvriers



Canal de l'Ourcq



Crédit : Michel Derouault

Axe 2 : Une ville durable

L'éco responsabilité

Le département dispose déjà de nombreux atouts en matière d'écologie urbaine : gestion de l'eau et traitement des espaces verts notamment. Il faut aller plus loin, et globalement tendre vers un département éco responsable sur l'ensemble de ses fonctions :

- L'amélioration continue de la gestion de l'eau, à la fois dans les pratiques quotidiennes (usages de l'eau, déchets liquides) et les systèmes de traitement (traitement séparatif des eaux).
- L'amélioration continue du traitement des déchets (diminution à la source, traitement et valorisation). Pour la diminution des déchets à la source, les actions prioritaires doivent porter sur les chantiers et sur les emballages des produits de consommation courante.
- L'éducation à l'environnement, qui, comme l'a montré la consultation internet, est une préoccupation forte des habitants de la Seine-Saint-Denis. Les dispositifs d'éducation, dès le plus jeune âge, aux bonnes pratiques environnementales doivent être renforcées. De manière générale, la sensibilisation de la population aux gestes « amont » est indispensable pour améliorer la qualité globale des eaux et diminuer les procédures de traitement (par exemple, tri des déchets liquides).
- La création d'un label d'éco responsabilité pour les entreprises et les services publics doit également permettre d'afficher les progrès réalisés en matière de prise en compte des enjeux du développement durable.
- La réalisation d'un diagnostic des consommations et de la perte énergétique des bâtiments pour à définir une politique ciblée d'incitation à la mise aux normes énergétiques. Au delà de la priorité à donner aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique, l'importance des ressources en

énergie du département mérite d'être mise en évidence par un développement des énergies renouvelables (bois, biomasse, déchets, géothermie, solaire, ...) qui permettrait de préparer les futurs travaux du Département dans la suite du Grenelle de l'environnement (élaboration du plan énergie climat départemental)

- La mise en œuvre du plan climat à l'échelle départementale, qui s'est traduit par la réalisation d'un bilan carbone. Ce plan climat doit être décliné localement, en lien avec ceux des autres collectivités.

La mutation de l'habitat et du bâti

La mutation de l'habitat vers l'éco responsabilité ne correspond pas seulement à une diminution de l'empreinte écologique du département, mais aussi à une amélioration du confort et de la qualité de vie des habitants : des logements plus agréables à vivre et plus économes en ressources, et au total, moins coûteux pour les habitants.

Immeuble végétalisé : ministère des finances à Noisy-le-Sec



La mutation de l'habitat et du bâti concerne l'ensemble de la chaîne de production :

- La gestion des chantiers de construction et de réhabilitation.
- La conception d'éco quartiers à énergie positive, en profitant des nouvelles opérations induites par les programmes d'aménagement d'infrastructures.

Les docks de Saint Ouen



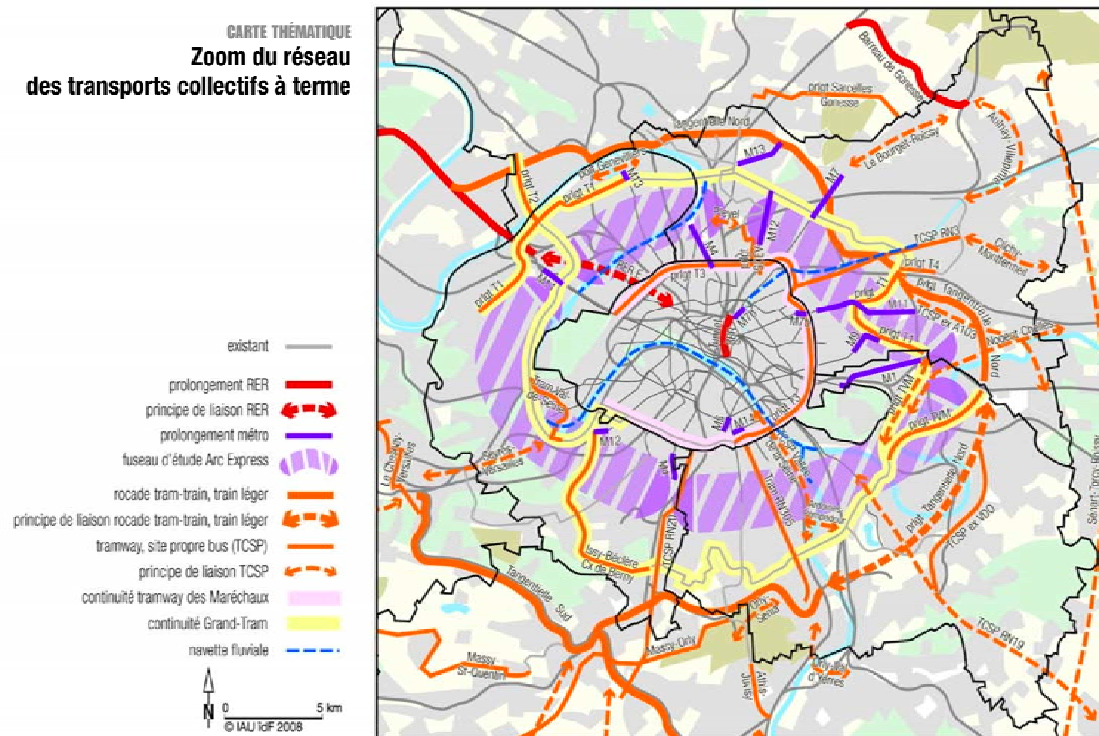
- La transformation progressive du bâti existant à l'occasion des programmes de rénovation du parc privé et de renouvellement urbain pour le parc social : isolation thermique, végétalisation des toits et des espaces publics, rationalisation de l'usage de l'énergie par la diffusion des compteurs individuels.

Les mobilités durables

La politique des mobilités durables doit prendre en considération trois enjeux :

- L'amélioration des dessertes existantes : il importe d'assurer les investissements de mise à niveau et de fiabilité et de sécurité pour le RER B et de redéployer le réseau de bus interne à la Seine-Saint-Denis, de façon à mieux hiérarchiser les lignes, en distinguant notamment des lignes express, permettant de relier rapidement des pôles d'emplois et de services et des lignes omnibus, qui assurent un maillage fin du territoire.
- Les investissements projetés dans le cadre du Contrat de projet Etat-région : tangentielle ferrée Nord, création du TCSP Saint-Denis – Sarcelles et du Tram Y, prolongement des lignes de tram 1 et 4, prolongement des lignes de métro, perspective de la création d'Arc express reliant les terminus de lignes de métro.
- Les mobilités douces et alternatives, particulièrement le vélo et la marche à pied. Plus généralement, la Seine Saint-Denis doit devenir un territoire exemplaire pour les mobilités « intelligentes » ce qui suppose, comme le proposent certains internautes consultés sur l'Agenda 21, d'encourager le co-voiturage, voire l'auto partage ou encore de sécuriser les parkings à vélo notamment ceux situés près des gares. Il s'agit de proposer aux voyageurs quotidiens un ensemble d'alternatives crédibles qui permettent de relativiser l'usage exclusif de la voiture individuelle, et qui autorise ceux qui n'en possèdent pas, à accéder plus facilement à la mobilité.

CARTE THÉMATIQUE
Zoom du réseau
des transports collectifs à terme



Ces enjeux correspondent à des niveaux d'engagement et de maîtrise d'ouvrage différents.

Pour le premier niveau, les acteurs de la Seine-Saint-Denis doivent faire pression en continu sur les financeurs principaux et engager les négociations avec les opérateurs, notamment pour le redéploiement du réseau de bus interne au département. La création de lignes de bus à haut niveau de service sur certains itinéraires d'importance (anciennes routes nationales, transversales...) concrétiserait cette rénovation du réseau actuel. Cet objectif est étroitement relié aux

projets d'aménagement des anciennes routes nationales en boulevards urbains.

Pour le deuxième niveau, le Conseil général, les communes et les intercommunalités doivent trouver un accord sur les priorités et la façon de les accompagner. Un des leviers possibles est la mise en chantier de réflexions sur les projets urbains susceptibles d'accompagner les nouvelles gares.

Pour le troisième niveau, cela relève de la responsabilité des maîtres d'ouvrage sur la voirie départementale et communale. Un programme de réalisation de pistes cyclables et de voies piétonnes existe qui devrait être amplifié sous bénéfice d'inventaire. D'une façon générale, les aménagements de voirie intégreront désormais les trois types de circulation : circulations douces, transports collectifs et voitures individuelles.

Enfin, une réflexion plus globale, en lien avec le SDRIF, doit être entreprise sur la logistique dans le département et la façon d'en maîtriser les effets en termes de nuisances sonores, de pollution de l'air et d'émissions de gaz à effet de serre. Des hypothèses et des propositions existent (transport fluvial, optimisation de l'usage des voies ferrées, etc.) : les acteurs de la Seine-Saint-Denis doivent prendre leur part dans cette réflexion, et faire des propositions aux principaux opérateurs (STIF, SNCF, transporteurs) en lien avec les autres départements et particulièrement la ville de Paris. La logistique joue un rôle économique important dans le département et occupe une place non négligeable : il y a là des gisements considérables d'innovation, porteurs d'efficacité environnementale et économique.

Orientation 3 : Un moteur métropolitain

Enjeux

Une porte d'entrée mondiale

La Seine-Saint-Denis est, avec Paris, la principale porte d'entrée mondiale de la Seine-Saint-Denis. La proximité de Roissy, les caractéristiques de l'habitat et la présence d'une grande diversité de population expliquent cette caractéristique. 195 nationalités sont représentées dans le département ; une part considérable de ses habitants sont bi ou trilingues ; à l'université de Paris VIII, les étudiants étrangers sont issus de près de 130 nationalités et représentent le tiers de l'effectif.

Des moteurs franciliens

Le département est redevenu un des moteurs du développement francilien. La Plaine de France, Roissy, Marne-la Vallée, le Bourget, Villepinte, le Stade de France sont autant de pôles et d'équipements qui contribuent au rayonnement du département dans la métropole et au rayonnement de l'Île-de-France à l'échelle nationale, européenne et mondiale.

Le rayonnement du département est aussi culturel, grâce à la grande diversité d'institutions : théâtres, institutions d'enseignement artistiques ; et de pratiques —jazz, danse, musiques actuelles, arts plastiques. La vigueur de la création artistique dans le département fait du département un espace de brassage métropolitain voire mondial des cultures, des pratiques et des œuvres.

Une capacité d'accueil

La combinaison d'espaces mutables et de perspectives d'amélioration des transports collectifs confère à la Seine-Saint-Denis un potentiel d'attraction considérable pour des projets d'investissement, d'extension ou de relocalisation d'activités.

Des opportunités

De très nombreux établissements industriels ou d'enseignement sont à la recherche d'espace. Celui-ci est une denrée rare dans Paris intramuros. La Seine-Saint-Denis en dispose, à condition que les acteurs du territoire sachent s'entendre pour conférer à cet espace les qualités nécessaires à l'implantation de projets d'envergure métropolitaine à l'instar du Campus Condorcet pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Réussir l'intégration métropolitaine

Transformer l'essai métropolitain, c'est agir pour que la Seine-Saint-Denis soit véritablement reconnue à l'échelon francilien et national comme l'un des pôles de l'innovation scientifique, technique et culturelle de la région capitale.

Dans chacun de ces domaines, il ne s'agit pas seulement de se situer dans la métropole ; il s'agit, chaque fois que c'est possible, de se placer dans une dynamique mondiale, en prenant appui sur la diversité de la population présente en Seine-Saint-Denis.

Axe 1 : Une stratégie de développement pour les pôles économiques

Renforcer la qualité et la quantité des pôles de développement

Les pôles de développement existants ont joué un rôle décisif dans la reprise économique du département. Une partie de leur succès s'explique par l'existence de foncier disponible à des prix concurrentiels. Le succès aidant, il est possible de passer à un développement plus qualitatif, permettant de dégager des marges de manœuvre financières pour de nouveaux aménagements urbains.

En revanche, il est nécessaire de réfléchir à la possibilité de création de nouveaux pôles de développement dans le département.

- Un premier pôle, autour du Bourget, apparaît avec une certaine évidence. Il pourrait afficher une spécialisation sur certaines fonctions « terrestres » de l'aérien, comme c'est en partie le cas déjà avec les activités de « catering » (ravitaillement). Cette vocation technique devrait se coupler avec un ou plusieurs centres de formation spécialisés dans ces domaines (une section de lycée hôtelier spécialisé dans l'aérien par exemple).
- Un deuxième pôle pourrait voir le jour au cœur du département, à l'interconnexion future de la tangentielle ferrée Nord, du tram et du métro ou du RER. Entre Bobigny, Bondy et Noisy-le-Sec, le niveau de desserte sera, à terme, équivalent à celui de la Défense. Il existe une importante surface mutable susceptible d'accueillir des projets ambitieux d'activités du secteur tertiaire.

Assurer l'accessibilité aux pôles

Les pôles existants ou à créer doivent être accessibles aux habitants du département : accessibilité physique, ce qui renvoie à la reconfiguration du réseau de TC déjà évoquée et accessibilité professionnelle, ce qui renvoie à l'ambition en matière de formation professionnelle dans le département.

Assurer la diffusion de l'économie ordinaire

Entre les pôles, le tissu économique existant de commerce, d'artisanat et de PME doit être encouragé, à travers notamment la qualité du cadre de vie. Cet objectif suppose la requalification des zones d'activités existantes, et l'édiction de normes de qualité pour les nouvelles zones. Mais surtout, il s'agit d'aller vers une organisation plus mixte des fonctions urbaines, et rendre le territoire accueillant pour des activités, y compris industrielles. Les projets de « boulevards urbains » et d'éco quartiers constitueront des bancs d'essai de cette diffusion de « l'économie ordinaire ».

Il est par ailleurs important de créer des relations directes entre les producteurs de la région, en particulier les maraîchers, et les consommateurs. Le développement de circuits courts de commercialisation est un levier intéressant dans cette perspective.

Les derniers maraîchers



Crédit : Michel Derouault

Soutenir l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire est aujourd'hui durablement enracinée sur le territoire : mutuelles, associations, coopératives de production, de transports, de consommateurs, etc. La Seine-Saint-

Denis compte plus de 1000 emplois dans ce secteur. En permettant d'entreprendre, de produire, de commercer autrement, l'économie sociale et solidaire contribue à l'équilibre du territoire, à la création d'emplois, d'activités et de services par et pour les habitants, et intervient simultanément sur l'emploi, l'utilité sociale et la démocratie participative. C'est pourquoi, il est nécessaire de consolider les réseaux existants, en partenariat avec la région, et d'animer une réflexion collective en organisant par exemple des Assises de l'Economie sociale et solidaire.

Axe 2 : Une stratégie pour l'enseignement supérieur et la recherche

Transformer les conditions d'accueil des étudiants en Seine-Saint-Denis

La Seine-Saint-Denis accueille de plus en plus d'étudiants extérieurs au département. Les acteurs du territoire doivent donc améliorer progressivement leurs capacités d'accueil, de façon à assurer une présence continue des étudiants. Ceci passe à la fois par des objectifs en termes de résidence, comme en témoigne l'opération du CROUS à Paris VIII et des objectifs en termes de vie étudiante. De façon symétrique, les étudiants de Seine-Saint Denis doivent être incités à la mobilité : aller chercher des ressources dans d'autres universités franciliennes ou nationales, et mieux utiliser les dispositifs existants, du type *Erasmus*.

Soutenir les projets de développement

Les universités de Seine-Saint-Denis sont prenante des transformations du système d'enseignement supérieur, et doivent trouver les alliances qui leur permettront d'atteindre ou de maintenir des tailles critiques, nécessaires pour la visibilité nationale et internationale et pour la qualité des enseignements et de la recherche.

Plusieurs projets de développement existent : extension de l'université de Paris VIII ; regroupement fonctionnel Paris VIII, Paris X et Paris XIII ; projet de Paris VIII de création d'un « Institut de la ville durable » ; création du Campus « Condorcet » avec l'installation de l'Ecole des Hautes études en science sociale ; projets de déménagement du CNAM et de l'INALCO...

Les acteurs de la Seine-Saint-Denis doivent définir ensemble leurs priorités et porter les projets les plus stratégiques pour l'avenir du département, dans le champ de l'enseignement supérieur et de la

recherche. Ces enjeux sont partagés avec d'autres départements : Paris, le Val de Marne, la Seine et Marne, le Val d'Oise.

Affirmer la vocation de la Seine-Saint-Denis pour les formations professionnelles

Un des critères de choix entre les projets doit être leur vocation professionnalisante. Dans la logique de promotion sociale, l'affirmation de la Seine-Saint-Denis comme un territoire où s'acquiert une formation professionnelle technique de haut niveau dans des métiers industriels ou tertiaires (par exemple l'aérien, la gestion urbaine durable ou les assurances) peut constituer une « image de marque » forte au sein du système métropolitain. L'installation du CNAM en Seine-Saint-Denis pourrait donner une force certaine à cette vocation.



Université de Paris VII

Axe 3 : Une ouverture mondiale

Saint-Denis maîtrise les langues. La Seine-Saint-Denis peut constituer un vivier dans une perspective d'échanges internationaux.

La valorisation de la présence de nombreuses nationalités dans le département suggère plusieurs orientations.

Inciter au multilinguisme

L'ouverture d'un lycée international dans le département et le projet d'implantation de l'INALCO devraient fournir une occasion pour valoriser le multilinguisme en Seine-Saint-Denis. La compétence linguistique des jeunes du département favorisera un meilleur accès à des métiers plus valorisés, notamment dans le commerce international, l'aérien, le tourisme...

Soutenir l'ouverture culturelle et artistique

La Seine-Saint-Denis dispose d'un réseau dense d'institutions culturelles de création, de diffusion et d'enseignement. Déjà, ce réseau est largement ouvert aux créations étrangères et à la confrontation des œuvres. Cette orientation peut être encouragée, dans le cadre de manifestations existantes ou à créer, et dans le cadre des programmations habituelles. La proposition d'un internaute d'installer une connexion internet gratuite (de type WIFI) dans les espaces publics du département contribue également à renforcer cette vocation d'ouverture sur le monde.

L'ouverture aux cultures et aux arts du monde peut être l'occasion de renforcer la présence des arts dans l'éducation.

Au-delà, l'opportunité existe d'un grand projet qui mette en valeur les capacités créatives des habitants du département et leur ouverture sur le monde. Ce grand projet devrait articuler création, formation et activités économiques et pourrait constituer à partir des « arts de l'image », domaine dans lequel le département est déjà très riche.

Former un réseau d'entrepreneurs

La compétence linguistique et la multi appartenance ethnique peut aussi servir de base à la formation d'entrepreneurs et de professionnels susceptibles de monter ou d'accompagner des projets économiques en lien avec les pays dont les habitants de Seine-

Orientation 4 : Mise en œuvre et gouvernance de l'agenda 21 départemental

La convergence des politiques publiques départementales

Le premier point d'appui de l'Agenda 21, c'est la convergence des politiques départementales, de façon à assurer leur cohérence au service des orientations et des axes proposés. Deux types de convergence sont envisageables :

- Une convergence dans la conception et la mise en œuvre des actions quotidiennes du Conseil général. Par exemple, la convergence entre les services des bâtiments, du foncier, de l'aménagement et les services thématiques (éducation, santé...) sur la conception, la localisation, le fonctionnement et la desserte des équipements du Conseil général.
- Une convergence sur des « grands projets départementaux », de façon à peser dans la négociation avec les autres partenaires institutionnels. Par exemple, pour la mise en œuvre des projets de densification autour des futures gares, il faut que les services en charge de l'aménagement, des transports et de la voirie, de l'environnement et des espaces verts soient en capacité de concevoir des offres globales susceptibles de constituer une base de discussion avec les autres partenaires.

La convergence d'objectifs avec les communes et les intercommunalités

Pour différents enjeux, il est nécessaire que les collectivités du département s'accordent entre elles pour définir des critères communs et des priorités. Ainsi, pour les projets de transports collectifs, les projets d'implantation ou d'extension d'établissements d'enseignement supérieur ou encore les projets de création de nouveaux pôles économiques et de services. L'enjeu est de parvenir à des positions communes qui donneront plus de poids à la Seine-Saint-Denis vis-à-vis de projets pour lesquels elle est en concurrence avec d'autres territoires.

Pour les politiques éducatives, sociales, culturelles, il est nécessaire de renforcer les relations quotidiennes avec les autres partenaires, notamment les communes et les intercommunalités, les services de l'Etat et les associations d'éducation populaire.

Les coopérations d'échelle métropolitaine

Certains projets se feront d'autant plus vite que les acteurs de la Seine-Saint-Denis manifesteront leur position commune et se mobiliseront pour les faciliter. Ces projets peuvent demander des coopérations d'échelle métropolitaine ou régionale. Par exemple, les projets de boulevard urbain ou d'éco quartier entrent en phase avec l'esprit et la lettre du SDRIF ; ils pourront être mis en œuvre en partenariat avec Paris et la région Île-de-France.

La solidarité régionale

Globalement, le département souhaite que la région Île-de-France devienne plus solidaire et plus efficace. Il faut notamment garantir une meilleure solidarité financière à l'échelle régionale. Le FSRIF est notoirement insuffisant : il faut trouver des mécanismes de péréquation plus puissants. La Seine-Saint-Denis entend participer à une réflexion de fond, avec les collectivités et l'Etat, sur la refonte des mécanismes de solidarité entre territoires.

La solidarité ne peut se limiter au seul domaine fiscal, aussi décisif soit-il. Elle doit aussi porter sur les autres domaines inscrits dans l'Agenda 21 : solidarité sociale, se traduisant, comme l'indique le SDRIF, par une répartition plus équitable des logements sociaux à l'échelle régionale ; solidarité environnementale, par une réflexion collective sur la correction des inégalités environnementales entre territoires et groupes sociaux et le partage régional des charges dans ce domaine.

La démocratie locale

La mise en œuvre de l'Agenda 21 sera l'occasion d'approfondir diverses pratiques de démocratie locale. Le Conseil général pourra utiliser la formule des conférences citoyennes, par exemple, dans le cas de certains grands projets ; certains espaces publics particulièrement importants pourront faire l'objet d'une gestion participative avec les usagers.

Un Conseil général des jeunes collégiens sera créé et le forum des jeunes sera développé.

Plus généralement, les politiques publiques ne sont pas seules à l'œuvre dans le développement durable. C'est pourquoi l'initiative citoyenne doit être encouragée et soutenue. Par l'éducation des jeunes, l'éducation populaire, la participation et le soutien aux projets citoyens, c'est un mouvement d'ensemble des forces vives de la société qui doit accompagner cette démarche nouvelle.

En parallèle, le Conseil de développement durable, réuni à l'échelle départementale, jouera un rôle permanent d'évocation des enjeux du territoire. Il sera en situation d'évaluer les progrès et les limites dans la mise en œuvre de l'Agenda 21.

L'expérience de l'espace participatif sur Internet, créé à l'occasion de l'élaboration de l'Agenda 21 a montré aussi l'intérêt de ce support, par la richesse des propositions et l'intensité des débats qu'il autorise et qu'il suscite. Cette expérience devra être poursuivie et amplifiée, en relation avec les nombreux blogs citoyens existant dans le département.

Orientation 5 : Un conseil général éco responsable

Le conseil général doit être un acteur majeur du développement à travers ses compétences, ses missions et son organisation interne. Le développement durable sera au cœur de ses actions à travers trois domaines principaux d'intervention :

Les bonnes pratiques des agents

Le Conseil général est le premier employeur du département. L'institution se doit d'être exemplaire en encourageant les bonnes pratiques de ses agents. Ainsi, un ensemble de mesures vise à optimiser l'accessibilité des sites pour les agents tout en favorisant l'utilisation des transports en commun et des modes alternatifs à la voiture individuelle (co-voiturage, pool de vélo, ...). D'autres actions visent à réduire les consommations d'énergie et à renforcer le tri des déchets à travers des formations aux gestes éco responsables et au développement durable.

La conception et la gestion de bâtiments durables

Avec près de 715 bâtiments dont 120 collèges à gérer, le Conseil général dispose d'une capacité d'intervention non négligeable. D'ores et déjà, toutes les nouvelles constructions s'engagent selon des critères d'excellence environnementale de type HQE. Des actions seront engagées à très court terme pour veiller à la maîtrise des dépenses énergétiques, à l'accessibilité des bâtiments départementaux et à l'ergonomie de ces locaux qui peuvent influencer fortement sur les conditions de travail.

L'amélioration de la qualité des services publics et de l'éthique de la commande publique

La commande publique du conseil général intègre progressivement trois principes :

- Un principe d'éco responsabilité des fournisseurs, en matière notamment de consommation des ressources et de coût énergétique.
- Un principe de « globalisation » qui consiste à mieux inscrire les projets (d'investissement notamment) dans leur environnement et dans le temps pour maîtriser les effets externes négatifs et optimiser les synergies possibles entre les bâtiments/équipement et leur environnement. La priorité au « recyclé » et au « recyclable » sera progressivement étendue à l'ensemble des projets d'investissement et des actions de maintenance du Conseil général.
- La logique d'achat de produits du commerce équitable, expérimenté dans certains restaurants de collèges mérite d'être généralisée et d'être mieux intégrée dans les démarches pédagogiques.

ANNEXE

Partenaires rencontrés :

- Pierre Veltz, directeur de la mission Secrétariat pour le développement de la Région Capitale
- Patrick BERG, directeur, DDE 93/ DRE
- Michel Langlois, président ADIL 93
- Patrice Charrié, directeur de la SODEDAT
- Jean Luc Poidevin, directeur Nexity
- Hervé Dupont, Directeur EPA Plaine de France
- Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris/ délégué à la coopération territoriale Ville de Paris
- Boris Petroff, directeur général des services, Conseil général du Val de Marne
- Mme Breure Montagne chargée du développement durable auprès du DGS, Conseil général de Seine et Marne
- Jean-Luc Bœuf, Directeur général des services, Conseil général du Val d'Oise
- Ariane Azéma, conseillère technique auprès du président, Région Ile de France
- Bertrand Hériard Dubreuil, directeur centre études CERAS et de la revue PROJET
- Bénédicte Madelin, directrice, Profession Banlieue
- Agnès Auger, vice-présidente, Environnement 93
- Seymour Morsy, directeur du département du développement et de l'action territoriale (DAT) de la RATP
- Jacques Tribout, directeur du développement TRANSILIEN, SNCF

- Ben Younés, directeur CAF 93
- Vincent Fouchier, directeur d'études, IAURIF
- Pierre Mœglin, directeur de la Maison des Sciences de l'Homme
- Pascal Binczak, président Université Paris 8
- Francis Rol Tanguy, directeur des Ateliers Parisiens d'Urbanisme

Directeurs rencontrés :

- DEVILLEZ Nicolas, DAGEC (direction de l'analyse de gestion, des études et de la coopération)
- SENDROS-PONS Daphnée, (directrice adjointe) DAD (direction de l'aménagement et du développement)
- DESCARREGA Jean-René, DP (direction du personnel)
- NARBOT Anne-Marie, DCAF (direction des collèges et des actions pour la formation)
- NAHON Guillaume, DSA (direction des services d'Archives)
- LEFOLL Colette, DABF (direction des affaires budgétaires et financières)
- SIMON Françoise, DEF (direction de l'enfance et de la famille)
- MOISSELIN Vincent, DCPSL (direction de la culture, du patrimoine, du sport et des loisirs)
- GRAINDORGE Emmanuelle, DJ (direction de la jeunesse)
- DURAND Serge, DEIP (direction des affaires européennes, internationales et de culture de la paix)
- COSTES Gilbert, DVD (direction de la voirie et des déplacements)

- DUPONT Patrice, DEA (direction de l'eau et de l'assainissement)
- SALLANDRE Alain, DBD (direction des bâtiments départementaux)
- TROEIRA Jean-Pierre, DSI (direction des systèmes d'informations)
- SACUTO Mathilde, DPAS (direction de la prévention et de l'action sociale)
- JOYE Daniel, DEV (direction des espaces verts)
- JEHEL Laurence, DADJ (direction des affaires domaniales et juridiques)
- JACQUIER Claude, DPAPH (direction de la population âgée et des personnes handicapées)